

CANADIAN THESES ON MICROFICHE

THÈSES CANADIENNES SUR MICROFICHE



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Ottawa, Canada
K1A 0N4

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED

LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE

DYNAMIQUE INTERNE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE:

UNE ETUDE COMPARATIVE

par

Diane FARMER

Thèse présentée à l'Ecole des Etudes Supérieures et de la Recherche de
l'Université d'Ottawa, en vue de l'obtention de la maîtrise en
sociologie.

Ottawa, 1984



Diane Farmer, Ottawa, Canada, 1984.



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

RÉMERCIEMENTS

J'ai rédigé ma thèse sous la direction de M. Jean Lapointe. Je tiens à lui exprimer toute ma reconnaissance; ses précieux conseils et ses encouragements continus m'ont apporté l'encadrement et la motivation nécessaires pour mener à terme cette entreprise.

J'aimerais également remercier M. J. Yvon Thériault pour l'intérêt porté à ma recherche et Nicole Ross qui par son dévouement et son ingéniosité a hautement facilité la rédaction de ma thèse. Je suis spécialement reconnaissante envers ma mère qui m'a si gentiment accompagnée lors de mes déplacements.

Je tiens enfin à souligner la collaboration du Centre de Recherche en Civilisation Canadienne-Française et des gens de Hearst et de Rockland qui ont si bien su m'appuyer lors de mes études de terrain.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
INTRODUCTION	1
PREMIER CHAPITRE - Revue de la littérature	3
DISCOURS	3
ETUDES DE COMMUNAUTE	10
IDENTITE ET FRONTIERES ETHNIQUES.....	15
RELATIONS ETHNIQUES.....	17
MOBILISATION DES RESSOURCES.....	26
AUTONOMIE REGIONALE ET "AUTOGESTION".....	31
DEUXIEME CHAPITRE - Encadrement de la recherche.....	34
SYNTHESE DE LA PROBLEMATIQUE	34
METHODOLOGIE	36
- Choix des régions.....	36
- Méthode d'enquête.....	37
TROISIEME CHAPITRE - Recherche sur le terrain - Hearst.....	39
LE NORD.....	39
HEARST, UNE COMMUNAUTE DU NORD.....	42
REGROUPEMENT ET ANALYSE DES ASSOCIATIONS CONTACTEES.....	46
- Sphère socio-politique.....	47
- Sphère socio-économique.....	52
- Sphère socio-culturelle.....	54
- Associations féminines.....	69
DISCOURS VEHICULES.....	72

	PAGES
QUATRIEME CHAPITRE - Recherche sur le terrain - Rockland	74
L'EST ONTARIEN.....	74
ROCKLAND, UNE COMMUNAUTE DE L'EST ONTARIEN.....	77
REGROUPEMENT ET ANALYSE DES ASSOCIATIONS CONTACTEES.....	81
- Sphère socio-politique.....	82
- Sphère socio-économique.....	86
- Sphère socio-culturelle.....	90
- Associations féminines.....	100
DISCOURS VEHICULES.....	102
CINQUIEME CHAPITRE - Bilan comparatif.....	104
LES INTERETS SOCIAUX.....	104
L'AUTONOMIE.....	106
LES INITIATIVES LOCALES.....	110
BIBLIOGRAPHIE.....	111

INTRODUCTION

Depuis quelque temps déjà, l'Ontario français fait place à une nouvelle réalité: la réalité ontarioise. Plus que l'émergence d'une identité nouvelle, on assiste à la création et au retour en force d'un nombre considérable de regroupements, à un foisonnement de manifestations politiques et culturelles, à des revendications de nature différente faisant appel à des initiatives autres, bref: à la réappropriation de son espace.

Ce travail repose sur le présupposé que la dynamique ontarioise manifestée par le biais de ces transformations doit s'appréhender par la question régionale. Cette approche s'avère des plus éclairante pour l'étude de ce phénomène et constitue la base explicative de mon analyse.

Les Ontariens-es comme groupe ethnoculturel partagent certes une origine et des intérêts communs. Toutefois, on ne peut nullement prétendre que ce groupe forme un bloc homogène. Réparti de façon inégale sous l'égide d'un Etat pluraliste, on le retrouve plus spécifiquement dans trois régions distinctes: le Nord, l'Est et le Sud. Les disparités régionales issues de ces divisions géographiques et symboliques donnent lieu à des formes variées d'organisation sociale ainsi qu'à une vitalité différente d'un endroit à l'autre et, dans une très large mesure, d'une communauté à l'autre. Une analyse tenant compte de la spécificité de ce groupe ethnoculturel dans sa dimension régionale s'avère alors nécessaire.

Ce travail vise ainsi, dans le cadre d'une étude comparative de deux communautés choisies, Hearst et Rockland, à cerner par le biais des associations la dynamique interne de ces collectivités et, qui plus est, l'impact que peuvent avoir les forces en présence sur l'orientation et le développement communautaire: les alternatives proposées.

Mon premier chapitre, qui constitue une revue de la littérature me permettra par une analyse critique des textes utilisés de formuler ma problématique. Celle-ci sera reprise dans un deuxième chapitre, sous forme de synthèse dans lequel j'ai également ajouté quelques précisions méthodologiques afin de procéder à l'encadrement de la recherche. Les troisième et quatrième chapitres porteront plus spécifiquement sur mes études de terrain, à Hearst et à Rockland respectivement, en terme de contexte, de regroupement et d'analyse des associations contactées ainsi que des discours véhiculés. A ce moment, j'effectuerai dans un dernier chapitre un bilan comparatif de ces communautés pour enfin souligner certaines initiatives locales qui font figure d'entreprises autogestionnaires.

PREMIER CHAPITRE

Revue de la littérature

Le présent chapitre se veut une réflexion critique de divers ouvrages traitant de près ou de loin du phénomène des communautés. Cette revue de la littérature, en plus de souligner les connaissances produites sur la réalité ontarioise et d'inventorier les diverses approches utilisées pour l'étude de ce groupe ethnoculturel, me permettra, par l'analyse de certaines approches théoriques privilégiées de dégager les outils conceptuels nécessaires à l'élaboration de ma problématique.

Je m'intéresserai donc, d'une part, aux textes portant sur le discours, les études de communautés et l'aspect de l'identité et des frontières des Ontariens-es et des francophones hors Québec et d'autre part, aux analyses ayant trait aux relations ethniques et à la mobilisation des ressources pour apporter enfin quelques précisions sur les dimensions d'autonomie des régions et de projet autogestionnaire. C'est donc à travers cette démarche qu'il me sera possible de faire ressortir l'ensemble des éléments constituant mon cadre théorique.

DISCOURS

Dans cette première section, je procéderai à l'analyse des principaux textes traitant d'une part, de l'idéologie et du discours "franco-ontarien" et, d'autre part, du discours des francophones hors Québec.

Pour débiter, Donald Dennie dans son texte "De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien" tente de présenter une analyse critique de l'idéologie franco-ontarienne. Selon lui, cette idéologie recoupe quatre concepts: franco-ontarien, communauté, langue et culture ainsi que droits et égalité. Il précise que le concept de franco-ontarien "(...) constitue déjà une réduction importante dans l'idéologie nationaliste canadienne-française et se réfère non seulement à une réalité amoindrie mais aussi à un changement dans la formation de la "société canadienne-française" (Dennie, 1978: 72), alors que le concept de communauté qu'on prétend homogène permet une plus grande intégration sociale pour masquer les intérêts de classe. Il parle également d'une société fondée sur une langue et une culture, ce qui comporte un problème de définition et qui lutte pour l'obtention d'un statut d'égalité face à la majorité anglophone.

Aussi, la transmission de l'idéologie s'effectue par une nouvelle élite: les enseignant-e-s, les fonctionnaires et les journalistes. Ils basent leur pouvoir sur les institutions en place alors que celles-ci sont dans la majorité des cas contrôlées de l'extérieur. Enfin, Dennie traite également de l'assimilation, perçue comme une menace pour l'élite porte-parole mais également utilisée pour servir les intérêts de ces porte-parole.

Bien qu'une telle lecture puisse apporter une mise en garde concernant l'utilisation du fait franco-ontarien et de la thématique de l'assimilation par certaines élites, l'idéologie telle que traitée demeure insérée dans un certain nationalisme issu d'une autre époque. Dans cet ordre d'idées les questions d'identité et de luttes expriment non pas la spécificité d'un groupe ethnoculturel (et sa dynamique interne) mais bien une position défensive et de

minoritaire face au groupe dominant. De même, le non-contrôle des institutions évoque certes une préoccupation de l'heure mais la "nouvelle élite", telle que définie par l'auteur, laisse peu de place à des initiatives autres que celles inscrites dans la logique dominante.

Dennie en affirmant que "(...) l'idéologie et l'idéologie des franco-ontariens sont demeurées essentiellement les mêmes alors que les réalités qu'ils définissent et interprètent ont été transformées de façon assez radicale", (Dennie, 1978: 87) rejoint l'analyse effectuée sur le discours véhiculé par l'Association Canadienne-Française de l'Education de l'Ontario (ACFEO) (Guindon, 1971). En effet, en postulant qu'il existe une structure universelle de l'idéologie, l'auteur par le biais de la linguistique sémantique, procède à l'analyse d'une trentaine de textes oratoires prononcés par l'ACFEO en 1910 et en 1960.

Il en ressort que l'ACFEO, qui était le porte-parole officiel de la collectivité franco-ontarienne, percevait l'école en 1910, comme gardienne des valeurs traditionnelles (langue, religion et fierté nationale), au détriment de son rôle de formation. L'Association, en 1960, désirait toujours voir l'école comme servant à transmettre les valeurs nationales et culturelles mais fut contrainte à cause des divers changements liés à la modernisation, à l'industrialisation et à l'urbanisation d'accepter son caractère de formation et d'éducation dans un sens plus universel. Ainsi, d'une "mentalité de survivance" en 1910 on passe à une "mentalité de développement" en 1960. (Guindon, 1971: 85).

Malgré qu'historiquement et qui plus est, symboliquement, l'éducation ait tenu le rôle de pilier central pour l'identification et les revendications de la collectivité franco-ontarienne, une telle analyse, parce qu'elle est peu explicite en ce qui a trait au potentiel et aux formes alternatives de développement, tant au niveau éducationnel que global, inspire peu confiance quant à l'avenir de ce groupe ethnoculturel.

Mais si de nombreux changements (nous y reviendrons) ont contribué à transformer l'identité canadienne-française, à la transposer dans des encadrements provinciaux et régionaux, il n'en demeure pas moins que ces changements ont permis l'émergence d'une réalité autre: la francophonie hors Québec.

Malgré qu'elle devienne une réalité, il n'empêche que le profil qu'elle nous donne d'elle-même change sensiblement au cours des années comme le souligne les textes produits par la Fédération des Francophones Hors Québec (Lapointe-Thériault, 1982). D'une première auto-définition dressant un portrait de victime appelant à l'aide, à l'image du groupe revendicateur et agressif qu'elle nous renvoie actuellement, la conscientisation de la francophonie selon la FFHQ passé par trois étapes distinctes.

Les premières publications allant de C'est le temps ou JAMAIS... Deux poids, deux mesures nous présentent une série de "dossiers noirs" faisant plus ou moins les constats d'une situation catastrophique où s'enlisent les francophones menacés d'une extinction à brève échéance. Ainsi, le premier document témoigne d'une insatisfaction face aux politiques gouvernementales concernant l'aide à la minorité et recommande une plus grande intervention de la part de l'Etat tant dans les domaines politique, économique que social.

"Et malgré le danger de créer une situation de "dépendance" (p. 19), le rapport/manifeste ne peut conclure autre chose qu'une angoissante demande d'intervention à l'Etat" (Lapointe-Thériault, 1982: 101).

Alors que Les héritiers de Lord Durham (vol. 1) présente un tableau statistique de la réalité socio-économique des francophones hors Québec, document de base pour l'amorce d'une réflexion à ce propos, Les héritiers de Lord Durham (volume 2) subdivise les données statistiques par provinces et énonce les moyens d'action que les associations provinciales veulent entreprendre pour qu'elles puissent intervenir à tous les niveaux. De même, La dernière jeunesse publiée en 1977 par "La Fédération des jeunes canadiens-français" dresse un portrait statistique de l'assimilation et du taux d'anglicisation des personnes de 15 à 25 ans et suggère pour contrer cette assimilation, de créer des associations de jeunes dans les milieux francophones et de s'impliquer dans les domaines de l'éducation, des communications, des loisirs et de la culture. Toutefois,

Le plan d'action, qui constitue la grande part du dossier, s'avère comme ceux de Les Héritiers de Lord Durham un plan d'action pour une association francophone de jeunes et non un plan d'action pour une collectivité francophone dont font partie les jeunes. (Lapointe-Thériault, 1982: 106).

Cette période du discours de la francophonie, d'une francophonie où la voix est plus forte que les moyens d'action inventoriés, semble, lorsque l'on regarde avec un certain recul, comme une première étape d'identification du seuil d'intolérance, de nécessité de reconnaître les bases effectives de la situation vécue, pour la connaître et la faire connaître, de pavoiement enfin,

d'un état de victime où les aurait conduit l'histoire et l'expansionisme du groupe majoritaire.

Enfin, Deux poids, deux mesures, bien que dans la même lignée que les précédents, finalisera les constats pessimistes et catastrophiques en délimitant clairement les règles du jeu face à un gouvernement fédéral tentant pour des fins constitutionnelles à assimiler, à comparer les deux groupes minoritaires linguistiques du Canada. Une fois bien établi le caractère d'assymétrie de ces deux communautés, tant au niveau socio-économique et éducationnel que des services et du contrôle institutionnel, maintenant que semblent clairs et bien posés les situations de fait et les enjeux réels, la francophonie passe à un discours de mobilisation et d'action.

Avec le document Pour ne plus être...sans pays s'actualise le passage du discours francophone à une vision plus politique, à des revendications concernant la collectivité dans son entité et non plus par secteurs spécifiques. L'accent est mis sur la dimension des droits collectifs, la reconnaissance des dix provinces et de deux peuples dans la constitution canadienne et, qui plus est, pour la minorité francophone, la demande d'un pouvoir d'initiative communautaire. A la recherche du milliard adopte la même thématique, par rapport à un objet d'étude plus spécifique, à savoir: l'écart marqué entre les minorités de langues officielles concernant les programmes fédéraux dans l'enseignement. On revendique ici un droit d'initiative communautaire en ce qui concerne l'éducation.

Battant le rappel de toutes les ressources dont disposent les communautés francophones, c'est en s'attaquant à la fois au problème économique

global et au besoin immédiat d'une mobilisation des francophones à la réappropriation de leur développement collectif, bref, c'est toute "la question du contrôle de la collectivité sur elle-même" (Lapointe-Thériault, 1982: 114) que présente Un espace économique à inventer.

C'est à travers ce profil d'assurance, de capacité, de compétence, c'est par un regard définitivement décroché du passé et d'une situation qui, bien que morose, peut être changée, que le discours de la francophonie prend possession de l'avenir. Ainsi, Pour nous inscrire dans l'avenir, dernier document, amorce un nouveau tournant: celui où à l'assurance de la capacité s'allie le projet politique clairement défini, des stratégies nettement formulées et la reconnaissance des multiples situations particulières.

L'accent est mis sur l'auto-détermination, l'initiative locale, la création de son histoire et donc, l'autogestion de son avenir dans le cadre d'un projet collectif. (FFHQ, 1982: 37). On insiste également sur la nécessité d'une démocratisation à la base, ce qui implique une participation importante des membres, cette participation étant l'essence même de toute stratégie. "Nous devons mobiliser ce qui nous reste de solidarités concrètes pour devenir les artisans de notre histoire". (FFHQ, 1982: 31). Bref, on propose un projet de développement intégral des communautés francophones, projet à travers lequel l'image que nous renvoie d'elle-même la francophonie est celle d'un interlocuteur valable, bien décidé à se tailler une place à la mesure de ses besoins et de ses aspirations.

Bien que la dimension de l'identité pan nationale puisse être un prisme à travers lequel on pourrait étudier la réalité des francophones hors

Québec, les transformations soulignées dans le discours idéologique, transformations réalisées à des degrés divers selon les endroits, nous incitent à considérer cette identification d'abord comme le catalyseur d'une réflexion des collectivités sur elles-mêmes. L'accent placé sur les forces revendicatrices des communautés et le caractère régional constituent l'intérêt majeur de ce discours. Les porte-parole de la francophonie hors Québec, cela par le biais des rapports/manifestes de la FFHQ, en optant pour une telle orientation font plus que souligner le potentiel de ces efforts collectifs; ils/elles affirment qu'un tel développement est faisable, et surtout, qu'il est voulu. En ce sens, une approche tenant compte des multiples dimensions ayant trait à l'autonomie des régions s'avère des plus appropriées pour l'étude des communautés francophones hors Québec.

ETUDES DE COMMUNAUTE

Les Ontariens-es comme groupe ethnoculturel n'ont que très peu fait l'objet de l'attention des experts, jusqu'à maintenant. Toutefois, certaines régions ont bénéficié de quelques études qu'il me semble important de souligner.

Considérons d'abord les analyses portant sur les relations entre communautés francophones et anglophones. John Jackson dans Community and Conflict effectue une étude comparative entre les francophones catholiques, les anglophones catholiques et les anglophones protestants de la ville de Tecumseh, dans le sud de l'Ontario. Après avoir établi qu'il ne s'agit pas uniquement de catégories statistiques mais bien de groupes distincts ayant un niveau d'organisation, il analyse les associations volontaires comme

combinant à des degrés divers les intérêts de groupes et la solidarité collective. "Though a few associations in Tecumseh serve to draw the total community together, most were built around linguistic and religious interests and sentiments". (Jackson, 1975: 131). Il en est de même des institutions.

L'intérêt d'une telle étude est que l'auteur trace l'évolution des rapports entre les deux communautés en terme de conflit au sujet de la rareté des ressources, ce qui, dans une certaine mesure, rejoint mes préoccupations et sous-tend une approche dynamique. En ce sens, l'appartenance linguistique constitue un rôle social mis en action, ou non, selon les situations.

"To be French or English in Tecumseh is a social role. That role is activated given certain conditions. Depending on a person's location in other systems, (...) the role will be revived or remain dormant. The fact that it remains dormant does not mean that the individual is assimilated nor that the collective representations emerging from the history of his group have disappeared. (Jackson, 1975: 154)."

Enfin, l'auteur conclut à une société pluraliste pour contenir les rapports francophones/anglophones.

Sheila McLeod Amopoulos, dans son livre Hors du Québec point de salut? portant sur la ville de Sudbury et le nord de l'Ontario envisage les relations francophones/anglophones quelque peu différemment. Plutôt que de procéder à l'analyse des rapports conflictuels, elle entrevoit un genre d'amalgamation, pour les francophones bien sûr, ceux-ci ayant semble-t-il un caractère biculturel. Elle signale de plus que les politiques fédérales de bilinguisme, les politiques provinciales de services en français et la

Révolution tranquille au Québec, sont les trois éléments les plus importants qui ont rendu possible la vie française en Ontario. Il en est ainsi, par exemple, dans le cas de l'administration fédérale, de la loi des langues officielles, des cours provinciales et des problèmes scolaires.

Plusieurs facteurs ont contribué à sensibiliser le gouvernement ontarien aux problèmes scolaires de la minorité francophone: La Révolution tranquille au Québec et le Rapport de la Commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme, pour ne citer que les deux plus importants. (McLeod Annopoulos, 1982: 106-7).

Une telle vision parce qu'elle ne tient pas compte des luttes et des pressions faites par les Ontariens-es, évacue complètement leur problématique. Enfin, l'auteur, par ses conclusions, leur accorde un "rôle de pions" dans le contexte canadien. Elle affirmera que:

Les grandes sociétés canadiennes dont le siège social est situé à Toronto voudront utiliser les Franco-Ontariens comme des intermédiaires fiables pour les relations avec leurs succursales québécoises. Mais les Franco-Ontariens seront encore plus utiles aux compagnies québécoises qui cherchent à étendre leurs marchés dans les provinces anglaises. (McLeod Annopoulos, 1982: 209).

Elle arrive donc à nier la dynamique interne et la réalité même de la communauté. Hors du Québec point de salut? m'apparaît toutefois intéressant pour les informations factuelles qu'il contient.

On retrouve cette même dimension de biculturalisme dans la thèse de R. Bernard (1977) visant une étude comparative et descriptive des comportements

linguistiques chez les francophones de Hearst, Kapuskasing et Cochrane quant à l'utilisation du français et de l'anglais dans leurs activités quotidiennes. "L'élément le plus important de la culture des Canadiens-français de l'Ontario est "le fait d'être bilingue". (Bernard, 1977: 145). L'analyse de données recueillies au moyen d'une enquête sondage par questionnaire amène Bernard à conclure qu'en général, l'utilisation du français se fait dans les relations primaires (église, voisinage, école et famille) alors que l'anglais est de rigueur "en public".

L'analyse des structures organisationnelles constitue une approche différente à l'étude des communautés francophones de l'Ontario. Ainsi T. Maxwell (1979) tout en tenant compte du contexte anglophone dans lequel vivent les francophones de Toronto, met plutôt l'accent sur la dispersion géographique, son impact sur la participation sociale et les problèmes d'unification et d'identification qui s'ensuivent. Malgré que l'on puisse constater une expansion des structures institutionnelles, l'auteur déplore le fait qu'elle profite surtout à une petite élite à l'intérieur de la classe moyenne francophone. "The vast majority of francophones still have no alternative but to participate in the institutional structures of the dominant society, a continuation of structural assimilation." (Maxwell, 1979: 119). Enfin, la faiblesse au niveau des structures organisationnelles, faiblesse liée à l'éclatement de la communauté place l'aspect de la sécurité économique avant l'identité ethnique.

La thèse de Céline Corriveau (1981) s'inscrit également dans le cadre des études organisationnelles. A travers diverses entrevues effectuées auprès de représentant-e-s d'associations, de groupements et d'organismes, elle

s'intéresse plus spécifiquement au leadership franco-ontarien pour la région d'Ottawa-Carleton. Bien qu'on retrouve une certaine homogénéité au niveau des leaders, il n'existe pas de cohésion parfaite en ce qui a trait au leadership lui-même ni de consensus quant à l'orientation de l'action. En effet, la perception de la communauté variera selon l'âge. Les plus vieux, fortement influencés par le courant idéologique traditionnel, s'attarderont aux problèmes d'assimilation et d'identité culturelle alors que les plus jeunes opteront pour de nouvelles orientations tournées vers l'action communautaire.

(Corriveau, 1981: 81). Cette double tendance dans le leadership exprime la tension qui existe dans le milieu et dans l'Ontario français en général entre l'adoption d'une position défensive d'une part, et les efforts vers la réappropriation de son espace, d'autre part.

Enfin, une autre façon d'envisager les études de communautés serait par l'analyse de la participation communautaire. Celle-ci s'avère essentielle à l'homogénéité culturelle d'un groupe ainsi qu'à la création et au maintien d'institutions au service de cette population. Dans cet ordre d'idées, la thèse de R. Tremblay (1974) portant sur les villes de Val Rita et Harty, dans le nord de l'Ontario, établissait, par le biais d'une enquête sondage par questionnaire, un lien étroit entre le degré de participation des gens à la vie communautaire et le nombre de relations sociales vécues. La contribution d'une telle étude, comme le souligne l'auteur, est de permettre aux membres de la communauté d'identifier les problèmes internes ainsi que les ressources à leur disposition afin d'être en mesure de planifier son développement collectif.

Les études au sujet des Ontariens-es comme groupe ethnoculturel offrent d'abord un intérêt particulier pour les informations factuelles présentées, outil indispensable à l'amorce d'une réflexion d'une collectivité sur elle-même. Ce tour d'horizon de la francophonie en Ontario met également en lumière diverses approches qui peuvent être utilisées pour l'appréhension d'un tel phénomène. Cette connaissance produite de façon sporadique, fait toutefois ressortir l'aspect des disparités régionales comme étant centrale à cette réalité et la nécessité d'aborder une telle problématique par le prisme des études régionales.

IDENTITE ET FRONTIERES ETHNIQUES

Les textes de D. Juteau-Lee et J. Lapointe (1978, 1979) traitent du changement d'identité des francophones de l'Ontario, changements attribuables à la fluctuation des frontières ethniques du groupe et qui se traduisent par le passage de Canadien-ne-s français-es à Franco-Ontarien-ne-s. Ainsi, l'identité qui reposait auparavant sur des critères culturels partagés par tous les francophones du Canada s'est transformée de façon à accorder une première place aux critères structurels et institutionnels.

Ce changement d'identité s'explique à la fois par des facteurs externes et internes. Alors que le texte de 1978 analyse surtout les facteurs externes à savoir: l'émergence de l'identité québécoise, liée à l'industrialisation et à la modernisation ainsi qu'à la création de l'Etat Québécois, ce qui accentua la dimension territoriale, "The Emergence of Franco-ontarians: New Identity, New Boundaries" (1979) tout en reprenant la même thématique

s'attarde davantage à l'explication des facteurs internes. Il s'agit donc des changements qui ont eu lieu dans l'organisation sociale.

Comme au Québec, les effets de l'industrialisation, de l'urbanisation ainsi que la centralisation des services par le gouvernement ontarien, cette fois, ont conduit les franco-ontariens; jadis isolés, à la création de nouveaux mécanismes pour le maintien des frontières, rôle qu'avaient traditionnellement tenu l'Eglise et le système scolaire. Dans le cadre d'une société pluraliste, on vise à accroître la complétude institutionnelle de la collectivité et le contrôle des institutions par ses membres. Les luttes revendicatrices se font maintenant à l'intérieur du contexte provincial, ce qui intensifie les bases territoriales d'identification. D. Juteau-Lee précise, que "son enracinement progressif (l'identité franco-ontarienne) témoignait de l'existence d'une communauté distincte définie dans et par son rapport à l'Etat ontarien". (Juteau-Lee, 1980: 40).

Les textes ultérieurs de D. Juteau-Lee (1980, 1982) tout en effectuant un bilan de la situation franco-ontarienne, signalent l'existence d'une réalité nouvelle: le passage à l'identité ontarioise et sa signification.

Cette nouvelle désignation (Ontariois-es) reflète des transformations profondes. Elle exprime le refus de la situation symbolique de minoritaire. La collectivité ne veut plus se définir par sa différence (Franco-Ontarien) mais veut exister en dehors de ce rapport d'oppression. A quand la rencontre de ce nouveau projet autogestionnaire et de cette nouvelle conscience Ontarioise? (Juteau-Lee, 1980: 42).

A ce stage-ci, l'autogestion apparaît comme une alternative souhaitable pour contrer la situation de minoritaire dans laquelle se retrouve les Ontariens-es. Plutôt que de discuter des conditions menant vers la matérialisation d'un tel projet et de souligner les réalisations autogestionnaires déjà existantes, l'auteur les présente comme un domaine à explorer.

L'analyse du maintien et de la fluctuation des frontières ethniques permet donc de situer la réalité ontarienne dans un contexte plus global, à savoir: son rapport à la majorité, et d'en cerner, par les critères d'inclusion et d'exclusion, l'identité collective. L'étude des diverses transformations dans l'identité du groupe s'avère alors essentielle à la compréhension des changements tant au niveau du discours de la francophonie que de l'organisation sociale des communautés.

Une fois le contexte bien défini et les conditions d'émergence pour une identité nouvelle bien explicitées, il importe de considérer non seulement les ressources dont dispose la collectivité mais également la dynamique en place et le potentiel qui se dégage de ces efforts collectifs. Par le biais d'une telle analyse, on peut déterminer s'il existe ou non une volonté et un potentiel d'auto-détermination chez les Ontariens-es et l'impact que cela peut avoir sur le développement et l'orientation de la communauté.

RELATIONS ETHNIQUES

Bien que l'approche que j'entends privilégier se démarque des études relationnelles, un survol de ces théories s'avère approprié: d'une part, le domaine des relations ethniques occupe une place de choix dans la

majorité des recherches concernant les Ontariens-es et d'autre part, l'utilisation d'une approche différente est en grande partie liée à une réflexion critique portant sur ces théories. Les groupes ethnoculturels ont été étudiés dans certains cas par le biais de la question nationale. De fait certains groupes présentent des revendications d'autonomie qui s'expliquent bien par les théories des groupes nationaux ou nationalitaires. Les communautés étudiées ici, cependant, ne présentent pas de telles caractéristiques et l'éclairage de la question nationale ne paraît pas approprié.

Pour comprendre le phénomène ethnique sous ses multiples facettes, il importe d'abord de considérer les notions de groupe ethnique et ses éléments constitutifs, et de groupe racial. Le groupe ethnique est une unité socio-culturelle, (Simon, 1975: 70-73) relativement stable puisqu'il se maintient, pendant de longues périodes historiques, mais constamment sujet à des transformations: il se constitue et se reproduit en accentuant ses particularités, dans un climat d'interrelation avec les autres groupes ethniques.

La langue, le territoire, la culture et l'ethnicité sont d'autres éléments qui peuvent intervenir (tous à la fois ou par une combinaison) selon les conjonctures, dans la constitution ou le maintien du groupe. A cet effet, l'ethnicité demeure la caractéristique la plus significative puisque par le biais d'ancêtres communs, fictifs ou réels, ce qui distingue le groupe des autres sous-cultures, (Vallée, 1975: 165-166) elle crée et entretient une conscience d'appartenance et une identité commune, essentielle pour la survie.

Tel n'est pas le cas des groupes raciaux qui sont constitués malgré eux, qui ne partagent pas une culture commune ni la volonté d'un avenir en commun. Il s'agit d'une construction du groupe dominant, basée sur un héritage physiologique. Les membres sont liés entre eux par l'imposition d'un statut inférieur et par la conscience d'une discrimination collective (Simon, 1976: 90).

Enfin, ces définitions ont comme but d'apporter un éclairage au phénomène ethnique; elles n'ont pas une valeur absolue, statique et donc inutilisable. "Le groupe est (...) un système de relations sociales dont on ne peut définir, une fois pour toute, le contenu (critères de base)". (Juteau-Lee, 1980: 13). Elles fournissent des éléments qui doivent être insérés dans une perspective dynamique et dont le choix dépendra de la spécificité du groupe étudié. Il n'en demeure pas moins qu'un groupe ethnique ne peut exister que dans un contexte biculturel ou multiculturel et ne peut être analysé sans tenir compte du type de relations qu'il entretient avec le ou les groupes qui l'entourent.

Parallèlement à ces études qui visent à définir divers concepts en relations ethniques, d'autres auteurs se sont intéressés à la genèse des recherches dans ce secteur au Canada. En effet, Palmer (1977) trace un parallèle entre les changements dans les politiques canadiennes à diverses époques et le type d'études encouragées. Il souligne que l'identité ethnique et l'assimilation demeurent le domaine le plus privilégié par la recherche. A cela Moodley (1981) ajoute que la dépolitisation de l'ethnicité canadienne et la négation du racisme dans la société canadienne demeurent des constantes

dans les analyses. Il souligne que la recherche d'une identité ethnique équivaut à la tentative continuelle d'échapper à l'insignifiance: la quête d'un sens collectif.

Suite à ces considérations d'ordre conceptuel et contextuel, nous arrivons donc à la synthèse des approches utilisées en relation ethnique. En se servant du cadre de D. Juteau-Lee, j'examinerai ce qu'elle classifie comme théories "marxistes" puis "non-marxistes", qui sont en soi assimilationnistes, ainsi que les études organisationnelles et de frontières.

D'abord, dans le cadre des approches marxistes, l'ethnicité est conçue en termes d'utilisation idéologique par la bourgeoisie pour diviser le prolétariat. (Bernier, 1978: 51). De même, la discrimination raciale et ethnique devient un moyen idéologique pour justifier l'exploitation des peuples concernés, la lutte des classes entre la bourgeoisie et le prolétariat étant à l'origine de l'oppression (Bernier, 1978: 48).

A cet énoncé général différents auteurs ont apporté certaines précisions. Alors que Rousseau (1978) affirmera que les classes sont ou peuvent être déterminées par l'ethnicité, celle-ci faisant partie intégrante de la sphère idéologique, Bernier (1978) parlera d'utilisation idéologique en termes d'exploitation de la main-d'œuvre et de la création d'une armée de réserve. Concernant la domination raciale et sexuelle, Guillaumin (1977) analysera la Nature comme une forme idéologique (et intériorisée) d'un type de rapports sociaux, au service de la classe dominante. Au dessus des rapports de classes se situent les rapports hommes/femmes.

Enfin, selon Bonacich (1972, 1979), l'antagonisme ethnique prend source dans la division du marché du travail: coupure qui se fait d'après les frontières ethniques, le point central étant le prix différentiel de la main-d'oeuvre. En ce sens, l'auteur rejoint la thèse de Bernier mais ajoute que des mécanismes d'exclusion et d'exclusivité sont mis en marche par la main-d'oeuvre mieux rémunérée. Bonacich (1980) souligne également l'utilisation de l'ethnicité par les intermédiaires afin de préserver une main-d'oeuvre à bon marché: la petite bourgeoisie plaçant la loyauté ethnique au-dessus de la conscience de classe des employés.

La problématique des rapports de classes et l'utilisation idéologique de l'ethnicité demeurent prédominantes dans ce type d'approche. Toutefois, en établissant une équivalence entre "différence" et "inégalité", ces analyses n'accordent aucune place aux acteurs impliqués dans une organisation différente du social. Loin de leur accorder un potentiel d'autonomie, ils sont considérés en termes de victimes passives, vouées à l'assimilation. C'est en ce sens que Juteau Lee affirmera:

"Cette croyance dans le droit à l'égalité et le désir de sa réalisation ont engendré une vision théorique assimilationniste: les particularismes ethniques, sources d'inégalité et lieu d'oppression, disparaîtraient à plus ou moins long terme". (Juteau-Lee, 1980: 4).

Les théories "non-marxistes", toujours selon la classification de D. Juteau-Lee (1980) se réfère au pluralisme et à l'assimilationisme.

L'approche pluraliste s'intéresse particulièrement aux stratégies qui sollicitent

la tolérance du groupe dominant, ce qui permettra au groupe dominé de garder beaucoup de ses distinctions culturelles. (Schermerhorn, 1970).

"L'intérêt de cette tradition réside dans l'importance accordée à la domination et au conflit; il s'agit essentiellement de sociétés qui se maintiennent par le biais de la force ou du besoin économique". (Juteau-Lee, 1980: 6).

Van den Berghe (1967) distinguera deux types de pluralisme, soit culturel, qui résulte de la présence de différents groupes ethniques dans une société donnée, et social: que différents groupes ethniques aient recours à des services exclusifs. L'auteur souligne également que le pluralisme est une question de degré et que les frontières ethniques tendent à s'effriter en raison des facteurs d'industrialisation, d'urbanisation, de démocratisation et d'éducation. Enfin, Schermerhorn (1970) élabore les concepts de tendance centripète liée à l'intégration et de tendance centrifuge liée à une distance sociale ou à une autonomie partielle des dominés.

Le pluralisme qui situe, bien sûr, les groupes ethniques dans un contexte multiculturel met donc l'accent sur le groupe dominant: sa tolérance. Puisque ces groupes, de forces inégales, entretiennent un rapport de dépendance face à ce dernier, on saisit mal, par le biais d'une telle analyse, comment ils arrivent à se maintenir. De plus, l'effritement des frontières tel que mentionné et non leur fluctuation reflète clairement les tendances assimilationnistes de cette approche. Par contre, le pluralisme souligne la possibilité pour les groupes ethniques de mobiliser certaines ressources et de s'approprier certains services. Il suggère un cadre qui fut d'ailleurs fort utilisé au niveau de l'analyse comparative (Cf. Van den Berghe 1967, Schermerhorn).

A son tour, l'approche assimilationniste, issue de la tradition américaine, porte sur l'étude des relations raciales et de l'adaptation des immigrants. L'assimilation est perçue comme étant la seule alternative pour arriver à une société égalitaire.

Ainsi, Gordon (1964) affirme que l'assimilation est une question de degré et qu'en terme de finalité elle peut prendre deux formes soit: l'adaptation à la culture et à la société du groupe de référence ou encore, l'apparition d'un nouveau produit culturel, à partir d'un mélange de deux ou plusieurs cultures (Melting Pot).

Mais bien que l'assimilationnisme relève d'une époque précise aux Etats-Unis, les critères utilisés sont encore présents aujourd'hui, particulièrement en ce qui concerne les dimensions de degré et de processus, et cela dans divers rapports gouvernementaux, entre autre. Par contre, il s'agit d'un modèle unidirectionnel qui ne tient pas compte de la volonté d'assimilation, ou non, des groupes ethniques, du maintien de ces groupes, de leur possibilité d'action, de résistance et d'organisation. Une telle approche n'est nullement applicable à l'analyse d'une communauté d'histoire et de culture.

Ainsi, les approches "marxistes" et "non-marxistes" en relations ethniques sont de nature assimilationnistes. Qu'il s'agisse de l'utilisation idéologique, par la bourgeoisie pour diviser le prolétariat, des stratégies qui sollicitent la tolérance du groupe dominant ou encore de l'assimilation comme unique alternative pour arriver à une société égalitaire, l'accent est

constamment placé sur le groupe dominant. Ces analyses ne tiennent aucunement compte de la spécificité du groupe étudié et du pouvoir d'initiative de ses membres.

Les études de Breton (1964, 1974), Breton, Reitz et Valentine, 1980) amènent une contre-partie intéressante aux approches assimilationnistes. Il affirme d'abord que la solidarité d'un groupe ethnique dépend du nombre de services que peut offrir à ses membres la communauté, en d'autres mots du degré de complétude institutionnelle. "Institutional completeness would be at its extreme whenever the ethnic community could perform all the services required by its members". (Breton, 1964: 194) Ainsi, plus une personne a de liens avec les membres de son groupe, plus grande est sa loyauté envers celui-ci et plus nombreux les liens existant entre les membres du groupe, plus grande sera la solidarité de ce groupe. La communauté est donc traversée par une multitude de réseaux qui s'entrecroisent et interagissent de différentes manières.

Ceci établi, l'un des plus importants éléments dans la structure sociale d'un groupe ethnique est la capacité organisationnelle qu'il possède pour une action concertée. Trois ensembles de facteurs sont alors essentiels à l'analyse de l'action concertée. Le premier se réfère aux facteurs directement liés à l'organisation sociale de la collectivité et comprend: la structure et l'idéologie du leadership, les réseaux et le système de communication ainsi que le système interorganisationnel. Les facteurs d'organisation sociale sont affectés par le contexte duquel émergera l'action concertée à savoir: les conditions historiques ainsi que les facteurs démographiques et

écologiques, les ressources potentielles de la collectivité et enfin, le degré de support social ou d'opposition. Le dernier ensemble de facteurs s'adresse au processus de l'action concertée qui comporte la définition du problème, la collecte d'information, la création d'un consensus, la mobilisation des ressources et de la participation et pour finir, la coordination des activités. Ce tableau s'avère alors fort utile pour identifier les acquis d'une communauté.

Les concepts de complétude institutionnelle, de capacité organisationnelle et d'action concertée sont donc centrales à la thèse de Breton. Il en est de même pour la cohésion sociale. Il ressort de son analyse que la cohésion sociale n'est sérieusement menacée que lorsque l'insatisfaction et les antagonismes sont mobilisés en action collective et sociale. Ainsi, les conditions d'organisation pour une action collective et la capacité de présenter des alternatives viables au niveau des structures institutionnelles sont deux aspects des plus importants concernant le processus de mobilisation.

L'accent porté sur l'analyse interne des communautés constitue l'apport principal de cette théorie. En plus d'en fixer les assises, celle-ci reconnaît le rôle actif, réel ou potentiel, des acteurs dans l'organisation, le contrôle et l'orientation de leur collectivité.

Enfin, l'analyse des frontières ethniques se démarque nettement des approches "marxistes" et "non-marxistes". Soulignons d'abord la contribution de Barth (1969). Il affirme que les frontières ethniques qui ont une propriété sociale, quoique parfois territoriale, canalisent la vie sociale,

en terme d'organisation des comportements et des relations sociales. L'identité ethnique, liée au maintien des frontières apparaît alors comme un mécanisme de reconnaissance et d'exclusion (maintien des différences).

If a group maintains its identity when members interact with others, this entails criteria for determining membership and exclusion. (Barth, 1969: 15).

Barth précise que l'utilisation de l'identité ethnique, par les élites, pour développer de nouvelles positions et de nouveaux modèles d'organisation, contribue grandement à l'émergence de divers mouvements sociaux. Aussi, D. Juteau-Lee (1980) ajoute-t-elle que le maintien et la fluctuation des frontières ethniques sont liés aux transformations dans les critères d'inclusion et d'exclusion, issus de changements économiques et politiques. Une fois bien tracés les contours du groupe et bien acquise la reconnaissance de modèles d'organisation, ce type d'analyse ouvre la voie vers une autre aire d'étude: une approche tournée vers la dynamique interne des groupes ethnoculturels.

MOBILISATION DES RESSOURCES

Tel que souligné dans notre démarche, les frontières de la collectivité ontarioise sont constamment sujettes à des transformations d'envergure plus ou moins grande, selon les conjonctures, altérant ainsi non seulement la spécificité du groupe mais également son rapport à l'environnement (cf.: Juteau-Lee et Lapointe, 1978, 1979). Aussi, l'analyse de la complétude institutionnelle pour une action concertée constitue une première étape pour

saisir la spécificité de ce groupe (cf.: Breton 1964, 1974; Breton, Reitz et Valentine 1980). Par la prédominance qu'il accorde à l'organisation interne des communautés, Breton dresse alors un tableau de base permettant d'identifier les conditions nécessaires à l'amorce d'une action concertée.

Mais afin de dépasser le constat qu'une communauté dispose de ressources qu'elle mobilise et organise dans le but d'aménager son espace vital, ce que nous apporte une analyse systémique, il importe d'ajouter à ces éléments la dimension des rapports conflictuels afin de mieux cerner la dynamique interne d'une telle communauté. Ces rapports se manifestent entre autres par le biais des associations.

A ce propos, l'analyse de Fossaert (1978) nous semble des plus pertinentes pour l'appréhension de ce phénomène. L'auteur précise d'abord que, contrairement aux groupes permanents tels que la famille, le village et le milieu de travail qui sont plus ou moins imposés, l'adhésion des membres est nécessaire au maintien des associations. Celles-ci, plus précisément, expriment un intérêt social ou encore un ensemble d'intérêts sociaux non seulement comme fil conducteur entre les personnes assemblées mais également, en tant que raison d'être de ces associations.

(...) on dira de chaque association qu'elle exprime un certain intérêt social. Elle l'exprime à tous égards: elle naît et dure comme forme sociale d'un intérêt qu'elle s'emploie à expliciter, à faire connaître et à défendre. (Fossaert, 1978: 123).

Le rapport qui existe entre un intérêt social et une association est alors très dynamique. Comme l'indique Fossaert, "celle-ci (l'association) opère comme un catalyseur et comme un propagateur d'intérêts qui lui préexistent, mais que son action transforme". (Fossaert, 1978: 124-125). Mais bien que les associations soient souvent issues de mouvements sociaux ou encore agents de ces mouvements il n'en demeure pas moins qu'elles aient à surmonter la relâche temporelle du quotidien. Les dimensions de luttes latentes/luttes éclatantes ou encore de quotidien/mouvements sociaux expriment cette dualité.

L'auteur souligne enfin que les associations ne sont pas une création de l'Etat, qu'elles sont constituées en dehors et parfois contre cet Etat. Les associations, tant par l'intérêt social qu'elles expriment que par leur lieu de formation, mettent donc en lumière les rapports conflictuels qui existent à la fois entre elles et face à l'Etat.

Les considérations antérieures ayant trait à l'organisation interne d'une communauté et au rôle des associations dans sa dynamique méritent toutefois d'être insérées dans un contexte apportant un éclairage particulier au sens des transformations qui s'opèrent et à l'impact que celles-ci peuvent avoir sur le développement et l'orientation de ladite communauté. Je pense plus spécifiquement à l'étude des mouvements sociaux.

Traditionnellement, ce champs d'études portait principalement sur les facteurs pouvant expliquer la participation individuelle des mouvements sociaux. Qu'il s'agisse des théories de masse, de la "relative

deprivation" ou encore de la théorie du comportement de groupe, toutes concentraient leur analyse sur l'augmentation des insatisfactions personnelles qu'occasionnaient les contraintes structurelles dans une période de changement social (Jenkins, 1983: 528).

Les mouvements sociaux des années 1960 apportèrent une nouvelle orientation à ce phénomène ce qui donna lieu à la théorie de la "mobilisation des ressources des mouvements sociaux" (cf: Oberschall 1973; Tilly 1978; McCarthy et Zald 1973, 1977; Gamson 1975; Jenkins 1981). Celle-ci met plutôt l'accent sur les continuités entre le mouvement et les actions institutionnalisées, la rationalité des acteurs, les stratégies et le rôle des mouvements comme agent de changement social. Dans cette perspective, on s'intéressera particulièrement aux mouvements visant les changements institutionnels, changements effectués au niveau de la structure sociale et des inégalités (McCarthy et Zald, 1977) et/ou au niveau de l'organisation de groupes contre l'élite institutionnelle (Gamson, 1975) ou encore, on étudiera les mouvements qui représentent les intérêts de groupes exclus des structures politiques formelles (Jenkins et Perrow 1977; Tilly 1978, 1979).

Concernant la formation des mouvements sociaux, contrairement aux études traditionnelles, les théoricien-ne-s de la mobilisation des ressources ont argumenté que l'idée d'insatisfaction (grievances) était secondaire. Toutefois les modes d'explication diffèrent. Bien que l'on pourrait considérer la théorie des entrepreneurs (cf: McCarthy et Zald, 1973, 1977) ou encore du seuil des ressources (Gamson, Fireman et Rytina, 1982), les analyses de Tilly (1978) Jenkins et Perrow (1977) ainsi que d'Oberschall (1978) me semblent plus

directement liées aux préoccupations de la présente étude. En effet, ces auteurs précisent que les insatisfactions (grievances) sont relativement constantes, dérivant des conflits structurels d'intérêts qui se créent à l'intérieur des institutions sociales et que les mouvements sont issus de transformations à long terme dans les ressources du groupe, son organisation et ses possibilités d'action collective. Ainsi, malgré que les insatisfactions soient nécessaires à la formation d'un mouvement social, elles s'expliquent soit par les changements dans les relations de pouvoir ou encore par les conflits structurels d'intérêt.

Dans cet ordre d'idées, la centralisation de l'Etat ontarien comme traitée précédemment constitue un facteur-clé à l'explication des insatisfactions que connaissent les membres de la collectivité ontarioise. Aussi, l'émergence de groupes porteurs de changement social dépendra en partie des ressources et du degré d'organisation en présence à la fois à l'échelle du groupe et de la communauté, ce qui fait appel aux disparités régionales une fois de plus. Mais qui plus est, la naissance d'un tel phénomène dépendra également de la distance qu'occupe le groupe face à l'Etat ontarien.

Une fois les conditions de base pour la formation de mouvements sociaux bien établies, reste à voir le processus de mobilisation. Par mobilisation on entend le processus par lequel un groupe assure le contrôle collectif des ressources nécessaires à l'action collective (Jenkins 1983: 532). Sont centrales à cette dimension le contrôle des ressources, bien sûr, leur mise en commun et l'orientation qui s'ensuit ainsi que la contribution des personnes venant de l'extérieur.

The major issues, therefore, are the ressources controlled by the group prior to mobilization efforts, the processes by which the group pools resources and directs these toward social change, and the extent to which outsiders increase the pool of resources. (Jenkins, 1983: 532-533).

Aussi, le potentiel de mobilisation d'un groupe est largement déterminé par son degré d'organisation, ce dernier incluant les questions d'identité et de réseaux interpersonnels, ce qui rejoint la thèse de Breton (ci-haut: 24).

La théorie de la mobilisation des ressources fait donc ressortir l'importance des transformations à long terme dans les ressources du groupe, son organisation et ses possibilités d'actions collectives pour la formation des mouvements sociaux. On précise également que le processus et le potentiel de mobilisation sont liés respectivement au contrôle des ressources et au degré d'organisation du groupe.

AUTONOMIE REGIONALE ET "AUTOGESTION"

Puisque la présente démarche vise à faire ressortir la volonté et le potentiel d'auto-détermination d'une communauté ainsi que les groupements internes porteurs d'un changement social, reste à voir brièvement ce qu'on entend par autonomie régionale et projet autogestionnaire.

L'autonomie régionale fait appel à un espace régional comme base d'un projet de développement collectif créé et entrepris par la société en place, à la mesure de ses désirs et de ses besoins. La réappropriation de son espace implique nécessairement une remise en question de l'utilisation qu'en a fait le capitalisme (Lafont, 1976: 53).

L'idéal démocratique qui sous-tend cette vision fait allusion aux dimensions de contrats librement négociés par les régions et de conflictualité constructive du social.

La conflictualité reconnue est au coeur du processus d'auto-engendrement du social. L'idéal démocratique ne consiste pas à nier ou à gommer les conflits sous couvert d'improbable "consensus", mais à les rendre productifs et constructifs. (Rosanvallon, 1981: 127).

Aussi, l'obligation d'effectuer un cheminement réflexif et toujours renouvelé sur cet idéal démocratique s'avère essentielle, non seulement pour contrer les tendances étatiques actuelles de déconcentration et de décentralisation dans le but d'en assurer sa légitimité (cf. Hamel and Léonard, 1981) mais également pour éviter la cristallisation d'une structure rigide qui ne tiendrait plus compte, par définition, du droit de gestion et de détermination d'un peuple sur lui-même.

Un développement autogestionnaire (cf: Guillaumin et Bourdet, 1975), c'est en quelque sorte le voeu qu'exprime la FFHQ concernant l'avenir de la francophonie hors Québec et une alternative que je tiens à souligner particulièrement dans cette étude.

La société qui assurera notre existence sera une société décentralisée où les grandes décisions se prendront au ras du sol. Seulement, à ce niveau, les appareils peuvent-ils être assez flexibles pour se plier aux susceptibilités des groupes comme le nôtre. (FFHQ, 1982: 34).

L'autonomie régionale et le projet autogestionnaire sont plus qu'une volonté d'auto-détermination; elles tracent la voie vers le développement collectif d'un peuple à l'écoute de ses besoins et de ses aspirations.

DEUXIEME CHAPITRE

Encadrement de la recherche

Un regard critique sur la littérature ontarioise et francophone hors Québec ainsi que sur les ouvrages théoriques ayant trait aux relations ethniques et à la mobilisation des ressources ont donné lieu au développement de ma problématique. Afin de procéder à l'encadrement de ma recherche, j'effectuerai donc, dans ce chapitre, une synthèse de la problématique pour ensuite apporter certaines précisions d'ordre méthodologique.

SYNTHESE DE LA PROBLEMATIQUE

Cette étude se veut une analyse des forces internes retrouvées dans certaines collectivités ontarioises et leur impact sur le développement communautaire, à savoir: les conditions nécessaires de transformation ainsi que la volonté et le potentiel d'auto-détermination qui en ressort. Bien qu'un tel questionnement puisse être appréhendé de diverses façons, j'ai choisi d'étudier ce phénomène à travers les associations et plus précisément l'espace qu'elles occupent dans la dynamique interne de la communauté, le potentiel qui se dégage de ces efforts collectifs ainsi que l'impact qu'elles peuvent avoir sur l'orientation et le développement de la communauté.

Pour ce faire, il importe de considérer comme toile de fond la capacité organisationnelle de cette dernière. Il s'agit donc, dans un premier temps de classifier les associations par catégories générales, à savoir:

dans les sphères socio-politique, socio-économique et socio-culturelle de la collectivité. Par ailleurs, pour les fins de l'analyse, les associations féminines constitueront une catégorie en soi parce que, en plus de manifester une vocation spécifique face à un groupe donné: les femmes, leur type d'interventions se situent à tous les niveaux du champ social et recoupent donc toutes les autres catégories. Une telle classification permet ainsi de mettre en lumière les secteurs enclins à une mobilisation des ressources. Mais afin de mieux cerner la dynamique interne de la communauté, il s'avère essentiel, dans un second temps, d'analyser les associations dans leur spécificité, c'est-à-dire par l'ensemble d'intérêts sociaux que chacune représente et transforme par ses actions.

Ainsi, le contrôle des ressources et le degré d'organisation d'un groupe, d'une communauté, constituent les conditions de base, essentielles au potentiel et au processus de mobilisation. Ces conditions, combinées à la dimension des intérêts sociaux exprimés par les associations apportent plus qu'un profil des collectivités; elles accordent une place de choix dans un contexte de changement social.

Bref, une telle approche permet de cerner le degré d'autonomie de la communauté ainsi que ses associations porteuses d'un changement social et de considérer comme alternative viable le potentiel qui s'en dégage pour la mise en action d'un projet autogestionnaire chez les Ontariens-es.

METHODOLOGIE

- Choix des régions

La réalité ontarioise, de par sa spécificité nécessite (comme nous l'avons vu) d'être appréhendée sous l'angle des études régionales. Aussi, afin de limiter de façon adéquate l'objet de cette recherche, la présente étude portera sur l'analyse des associations ontarioises existant actuellement dans deux régions relativement comparables: celles de Cochrane, au nord-est de l'Ontario et de Prescott-Russell, dans l'Est ontarien. Une étude comparative de ces comtés permettra à la fois de cerner les particularités de chacun et parallèlement d'en établir les constantes, et de rendre compte, malgré les similitudes marquées, des disparités régionales de la collectivité dans son ensemble.

En effet, dans Cochrane (cf: Vallières, 1981) qui comprend, entre autres, les villes et les villages de Hearst, Kapuskasing, Smooth Rock Falls et Timmins, de 30 à 49% de la population totale est de langue maternelle française. Dans les Comtés-Unis de Prescott-Russell incluant Rockland, Casselman, Alfred, L'Orignal et Hawkesbury, la proportion de la population de langue maternelle française se chiffre aux environs de 50 à 80%. Il est intéressant de noter que cette dernière région est la seule à comporter un si haut pourcentage de francophones en Ontario. Les villes et les villages des deux comtés, à l'exception de Timmins, ont généralement une population de dimension semblable. Toutefois, Hearst et Rockland semblent partager une plus grande affinité à plusieurs niveaux: tout d'abord, à la fois quant à

la population totale et à la proportion de la population de langue maternelle française; ensuite, quant au caractère francophone des collectivités et des conséquences qui s'ensuivent. J'ai donc concentré mon échantillonnage dans ces villes, pour ce qui est du choix des organismes étudiés, sans toutefois négliger les associations ayant une portée à l'échelle régionale et qui sont établies ailleurs dans Cochrane ou Prescott-Russell.

- Méthode d'enquête

J'ai choisi comme technique d'enquête une combinaison des approches "positionnelle" et "réputationnelle" (cf: Freeman et al. 1962, 1963; Gamson, 1968 et Clark, 1968). Il s'agissait d'abord de communiquer avec certains leaders occupant une position ~~formelle~~ dans divers secteurs institutionnels (l'approche positionnelle). Pour chacune des entrevues, les répondant-e-s indiquaient les personnes clefs à rencontrer, membres d'associations actives dans la communauté, pour la majorité des cas, et qui ne détenaient pas nécessairement une position formelle (l'approche réputationnelle). Par cette méthode, "a snowball method" (Bold, 1981: 206) vers la fin de l'enquête, on ne proposait plus aucun leader additionnel "significatif"; la reconstitution des réseaux était complétée.

J'ai donc rencontré à Hearst, au mois de juin 1983, 23 personnes regroupant 24 associations ontariennes, sans compter les clubs sportifs représentés par le coordonnateur communautaire sur un total d'environ une centaine d'organismes francophones et anglophones. A Rockland j'ai communiqué, au mois de novembre 1983, avec 15 personnes représentant 18 associations, le même cas

s'étant présenté pour les clubs sportifs, sur un total, cette fois, d'environ 55 organismes. Du fait qu'il s'agit d'un domaine inexploré, la réalisation d'un sondage par entrevues ouvertes, de par la flexibilité d'une telle méthodologie, s'avérait indispensable. Elle permettait de recueillir une gamme plus vaste d'informations difficilement codables ayant trait à la spécificité de la communauté: sa vitalité et ses clivages, aux associations en soi, leurs orientations, les activités en cours et leurs modes de financement et enfin, aux personnes ressources et aux associations connues et reconnues dans le milieu.

Les informations recueillies proviennent donc des entrevues effectuées avec les représentant-e-s des diverses associations et ont été corroborées par des personnes impliquées dans l'une ou l'autre de celles-ci ou encore qui en suivent d'assez près le déroulement. Quelques données additionnelles ont été rajoutées à partir des textes produits par ces regroupements.

Bref, considérant l'objet de cette étude, une attention particulière a été portée à la vocation socio-politique des associations de façon à ce qu'aucun groupe significatif ne soit exclu de l'échantillonnage.

TROISIEME CHAPITRE

Recherche sur le terrain - Hearst

Mis à part "La Nuit sur l'Etang", le Théâtre du Nouvel Ontario et peut-être, la Revue du Nouvel Ontario ou encore, quelques grands noms allant des Paquette, Poliquin et CANO aux Desmarais et Campeau, que connaît-on des gens du Nord?

Et tout comme on ne peut prétendre expliciter la situation économique du Nouvel Ontario par le succès de deux entrepreneurs, l'existence même de ces Ontariens ne peut être réduite à quelques manifestations culturelles et artistiques. Pour éviter cette tendance vers la folklorisation, il est alors important de se tourner du côté du quotidien et d'apporter quelques précisions ayant trait au contexte dans lequel ils/elles vivent. Suite à cette mise en situation, j'analyserai la dynamique interne retrouvée à Hearst et la question du développement communautaire.

LE NORD

Tout d'abord la population de Cochrane travaille, en général dans les mines ou dans le bois. En effet, la région vit principalement de trois types d'entreprises, à savoir: les moulins de pâtes et papier (Iroquois Falls, Smooth Rock Falls et Kapuskasing) les usines de bois de sciage et du contreplaqué (Timmins, Cochrane et Hearst) et les mines (Timmins). (Institut de Recherche NORDINORD, 1983 a: 16).

Et bien que les Ontariens constituent environ la moitié de la population, et qu'on les retrouve dans chacune de ces industries, leur présence se fait surtout sentir dans les usines de bois de sciage et de contreplaqué où ils sont majoritaires. Le contrôle presque exclusif qu'ils/elles en ont, particulièrement à Hearst, donne cours à un mode d'interaction francophone en milieu de travail.

Généralement les conditions de développement économique sont plutôt similaires d'une communauté francophone à l'autre. De plus, selon le Rapport des conseils régionaux de l'ACFO (Institut de Recherche NORDINORD, 1983 a: 23), les différences qui existent sont largement attribuables au type de domination économique en place à savoir: si l'on retrouve ou non, sur les lieux, une multinationale. Il s'agit certes là d'un facteur non négligeable. Toutefois, une gamme plus vaste d'éléments doivent être pris en considération afin de saisir, non seulement la vitalité des Ontariens du Nord et leur implication dans la sphère économique, mais également le développement dans un sens plus large, qui s'en suivra. Je discuterai donc brièvement de quelques aspects ayant trait à la concentration des francophones dans les communautés et à leur isolement.

Ainsi, alors que les villes sont généralement bilingues, faisant face à des tensions plus aiguës entre francophones et anglophones, les villages sont, dans la plupart des cas, majoritairement sinon entièrement francophones. Une telle concentration, facteur important dans la cohésion d'un groupe; de par ses efforts tournés vers une organisation interne, a donné naissance à plusieurs communautés qui bien que récemment établies jouissent déjà d'une forte solidarité unissant leurs membres.

Cette¹ solidarité villageoise est de plus alimentée par le sentiment d'isolement qui traverse et unifie le Nord. La distanciation, symboliquement importante, s'effectue alors, non d'un endroit à l'autre de la région, les longs déplacements importent peu, mais bien vis-à-vis Ottawa, Toronto et le reste de l'Ontario. A titre d'exemple, la plupart des services gouvernementaux sont parsemés à la grandeur de Cochrane.

L'intériorisation de cet isolement, en plus de contribuer grandement à la formation et au maintien d'une identité bien spécifique, a donnée lieu à une perspective différente d'intervention sur le réel: l'Esprit du Nord.

Un esprit très particulier anime les gens de cette région et c'est celui du Nord (...). C'est l'esprit d'aventure et le désir de créer des choses nouvelles. (McLeod Arnopoulos, 1982: 151).

Ce genre d'initiative se retrouve non seulement dans les diverses productions artistiques, mais également dans tous les domaines du social, cela, par le biais de multiples modes d'expression allant des projets communautaires à la mise sur pied, dans certains cas, de coopératives.

Ces efforts sont à la fois stimulés et tempérés, bien sûr, par les rapports conflictuels qui surgissent entre une vision traditionnelle, c'est-à-dire, orientée vers la préservation d'une langue et d'une culture et une vision plus novatrice: les alternatives proposées s'inscrivant dans une certaine optique où promouvoir une ou plusieurs formes de développement communautaire occupe le premier plan.

Ainsi, le type d'occupation de ces Ontariens du Nord, leur concentration dans les villages et l'impact que cela peut avoir sur la création de petites communautés et enfin, leur isolement, l'"esprit" qui s'en dégage et les tensions qui émergent, constituent là, un ensemble de caractéristiques communes au Nord et qui se présente à des degrés divers selon les régions.

HEARST, UNE COMMUNAUTE DU NORD

A ce propos, Hearst est très représentatif du Nord, non parce que toutes les villes lui ressemblent, ce qui n'est d'ailleurs pas le cas, mais parce que ces éléments, plus ou moins présents à bien des endroits, sont condensés dans la ville et activés par la dynamique des multiples groupes en présence, d'où mon intérêt à étudier particulièrement cette communauté. Mais afin de saisir Hearst, dans toute sa vitalité, il est important de considérer d'abord, le contexte dans lequel s'est développé son organisation interne. Je pense plus particulièrement à la spécificité des facteurs historiques, démographiques et écologiques de la communauté ainsi qu'à ses ressources.

Alors qu'au tournant du siècle, l'établissement d'un centre ferroviaire embauchant une main-d'oeuvre anglophone marquait les débuts de Hearst, dès les années 1920, l'industrie du bois en devenait le pilier économique (McLeod Arnopoulos, 1982: 218). C'est à ce moment que les Canadiens-français originaires du nord du Québec et plus particulièrement de l'Abitibi et du Lac St-Jean vinrent peupler la région. Durant près de trente ans, les concessions forestières consenties par le gouvernement de l'Ontario étaient accordées à des sociétés américaines, rôle assuré depuis par des entrepreneurs

francophones. Parallèlement à ce changement, la composition linguistique de la ville se modifia, si bien qu'en 1960, celle-ci était majoritairement francophone.

Aujourd'hui, Hearst en est rendu à sa deuxième ou troisième génération. Malgré qu'il s'agisse là d'une population récemment établie, l'identification au milieu demeure très forte: identification à la ville, bien sûr, et au Nord. Les conditions dans laquelle la communauté s'est développée - isolement géographique, marginalisation des francophones en Ontario, dépendance économique par la présence d'une seule industrie pour ne mentionner que quelques facteurs - ainsi que le lieu d'origine de cette population contribuent à expliquer, tout au moins en partie, ce sentiment d'appartenance. Par l'effet du lieu d'origine, j'entends plus précisément que les gens qui ont quitté le nord du Québec pour s'établir à Hearst ont laissé derrière eux une région à laquelle ils/elles s'identifiaient pour retrouver un endroit où les conditions d'existence étaient très similaires. Transportant avec eux leur héritage culturel, un tel contexte permettait de reproduire aisément cette identification au Nord.

Actuellement, Hearst a une population se chiffrant à 5533 personnes dont 83.6% sont francophones, comparativement à 48% pour l'ensemble du district de Cochrane (Statistique Canada, 1982). D'ailleurs, il s'agit là du plus haut pourcentage de francophones concernant les agglomérations principales du district. Aussi, depuis 1978, la ville est officiellement bilingue.

Hearst est encore aujourd'hui une ville à industrie unique, le bois, dominée par des entrepreneurs locaux francophones qui opèrent sous le mode de "grandes entreprises familiales", établies depuis quelques générations. En effet, on y retrouve quatre moulins à scie; trois d'entre eux appartiennent à des particuliers ainsi qu'une usine de contreplaqué et une usine de transformation du bois.

Comme c'est le cas pour la plupart des villes à industrie unique, le taux de syndicalisation est très fort. Outre le fait que la majorité des travailleurs/travailleuses dans le bois soient syndiqué-e-s, certains employés de commerce le sont également. Il existe de plus un syndicat des Enseignant-e-s et la Fonction publique. (Institut de Recherche NORDINORD, 1980: 52-53).

Aussi, comme pour la plupart des villes dont les assises économiques ne reposent que sur une industrie, Hearst devient très vulnérable lors d'une période de récession comme ce fut le cas en 1981 où l'industrie du bois connaissait un ralentissement marqué, lié à la baisse dans la demande du bois de construction, tant au Canada qu'aux Etats-Unis. (Arnopoulos, 1982: 223) Le chômage sévissait, atteignant à certains moments jusqu'à 40% de la population active. Mais puisque la région entière vit de l'industrie forestière, lorsqu'il y a ralentissement, il se fait partout, on ne cherchera donc pas du travail ailleurs.

Enfin, concernant les possibilités d'emploi pour les femmes, elle sont très minces dans ce type de communauté isolée. Malgré la présence d'une main-d'oeuvre féminine dans l'industrie du bois, celle-ci demeure majoritairement

réservée aux hommes. Les femmes sont alors contraintes à vivre selon le rôle traditionnel qui leur fut imposé ou encore, à quitter les lieux pour un centre plus grand. Toutefois, l'implication de certains groupes de femmes dans l'économie locale, depuis quelques années, a ajouté une autre voie à l'unique option disponible.

L'isolement qui caractérise Hearst m'amène à signaler un dernier facteur, bien significatif dans le développement de ce type de communauté: ses nombreuses ressources. Parce que la ville se trouve éloignée des grandes agglomérations, elle bénéficie de multiples services qu'on ne retrouve habituellement que dans de plus grands centres. On y trouve, entre autres, au niveau éducationnel, cinq écoles séparées, une école élémentaire publique, une école secondaire publique, sans oublier le Collège universitaire de Hearst; au niveau de la santé, un hôpital, deux maisons pour personnes âgées, un centre pour handicapés et un centre francophone de réhabilitation pour alcooliques, le seul existant en Ontario; au niveau des services sociaux, un centre d'aide à l'enfance et enfin, du côté religieux, un évêché et deux paroisses. Hearst est également pourvu d'un aéroport.

Aussi, la très grande vitalité de la ville qui se manifeste tant par la multitude d'associations en présence et leur nombre imposant de membres que par le degré de participation des gens à la vie communautaire, permet à la collectivité d'aménager les ressources dont elle dispose afin de répondre aux besoins de sa population, besoins qui ne sont pas satisfaits par les services déjà existants. Le financement nécessaire à la réalisation de telles entreprises provient alors, dans plusieurs cas, de subventions octroyées par les



gouvernements fédéral et provincial et, dans une large mesure, de l'appui direct de la communauté.

Ainsi, Hearst est une ville forestière, majoritairement francophone et qui grâce aux conditions historiques dans lesquelles elle a émergé a développé une identité bien particulière: celle du Nord. Le bois, l'industrie unique de la ville et de ses environs est ici dominée par des entrepreneurs locaux, établis dans la communauté depuis quelques générations. De plus, on retrouve à Hearst, comme pour toute autre collectivité ne vivant que d'une industrie un fort taux de syndicalisation, des risques élevés de chômage et peu de possibilité d'emplois pour les femmes. Enfin, malgré sa petitesse, la ville bénéficie de plusieurs services exclusifs, notamment au niveau de l'éducation et de la santé; une telle situation s'avère nécessaire, considérant les distances qui la séparent des grandes agglomérations. Il n'en demeure pas moins que la collectivité, par la mise en commun et l'organisation de ses ressources ait une part décisive dans sa façon de satisfaire ses besoins.

REGROUPEMENT ET ANALYSE DES ASSOCIATIONS CONTACTEES

Une fois le contexte bien situé, il m'importe maintenant de procéder à l'analyse des forces internes de la communauté, par le biais des associations: une lecture orientée vers le potentiel de changement propre à chacune d'entre elles. Je traiterai, plus spécifiquement, ces associations en terme d'orientation et d'intérêts sociaux exprimés, suivant une catégorisation générale du social réparti dans les sphères socio-politique, socio-économique et socio-culturelle, mise à part les regroupements féminins que j'envisagerai comme une catégorie spéciale.

- Sphère socio-politique

Considérons d'abord la sphère socio-politique et plus particulièrement le conseil municipal de Hearst, l'ACFO du Grand Nord ainsi que la Cellule 2995 de l'Union des Bûcherons et Employés de Scieries. Les paliers, fédéral et provincial, sont peu présents dans la conscience collective des gens de Hearst, leurs députés étant d'ailleurs localisés à l'extérieur, plus précisément, à Kapuskasing. L'interaction se fait davantage au niveau du Conseil municipal, de par son implication directe dans la communauté.

A travers son travail de planification et de gestion qui découle de ses responsabilités administratives envers la ville, le Conseil opte pour une politique qui vise non seulement à reconnaître, mais également à promouvoir le caractère francophone de Hearst ainsi que son autonomie locale. En effet, la ville étant officiellement bilingue, le français est la langue de travail lors des réunions et les procès-verbaux sont rédigés dans les deux langues. Ainsi, s'emploie-t-on en ce qui a trait aux services, à ce que ceux-ci soient offerts en nombre suffisant et que la population ontarioise soit desservie dans sa langue.

Dans le même ordre d'idée, le conseil municipal de Hearst accorde aux divers organismes son appui politique et parfois financier, si le cas s'avère nécessaire. Malgré qu'il reçoive constamment des demandes d'aide et qu'il y réponde par des dons, il a pour optique d'encourager l'autonomie des associations. Celles-ci doivent prendre les moyens pour devenir auto-suffisantes plutôt que de dépendre des gouvernements.

Dans son intérêt à maintenir l'ordre, l'unité et surtout la confiance de ses électeurs/électrices, le Conseil se doit alors d'endosser le fait français prédominant dans la ville et de ne porter, autant que possible, aucun favoritisme envers certaines associations plutôt que d'autres, préservant ainsi son image de neutralité vis-à-vis les forces qui s'affrontent et qui semblent à première vue de calibre égal.

Toujours au niveau socio-politique, on retrouve dans la communauté, l'ACFO du Grand Nord, l'une des nombreuses régionales de l'Association canadienne-française de l'Ontario. A cet effet, il est nécessaire de faire un bref rappel de la crise qui a eu lieu au sein de cet organisme en 1982, pour mieux saisir le contexte dans lequel opèrent les régionales.

L'ACFO, une association qui vise à promouvoir la langue et la culture française à l'échelle de la province a longtemps privilégié un de ses volets, à savoir: les multiples revendications face aux diverses instances gouvernementales, au nom de la population Ontarioise, pour la reconnaissance de leurs droits et cela, particulièrement au niveau de l'éducation.

L'ACFO provinciale a toujours su rallier les efforts des Ontariois-es sur les questions scolaires, et peut encore les mobiliser dans les litiges qui surviennent mais son action dans les autres domaines n'a jamais réussi à entraîner l'adhésion générale.

Les différents problèmes dans différentes régions amènent des priorités différentes et les différents conseils régionaux veulent prendre

en main leur action. Récemment (1982) l'autonomie des régions a été renforcée par le fait que le Secrétariat d'Etat leur donne leurs octrois individuellement plutôt que de passer par l'organisation centrale.

Ainsi, l'ACFO du Grand Nord couvre une superficie d'environ 160 kilomètres allant de Hearst jusqu'à Smooth Rock Falls. Mais bien qu'elle desserve toute la région, elle concentre ses activités chaque année, à un endroit plus spécifique; en 1983, il s'agissait de Hearst, ville où son bureau est d'ailleurs situé.

Les politiques de l'association sont axées vers le développement communautaire. Plus particulièrement, on tente de stimuler un esprit d'initiative entre les membres de la communauté afin qu'ils s'organisent entre eux pour la mise sur pied de projets répondant à leurs besoins et à leurs aspirations. On pense, entre autres, encourager la création de coopératives et de petites industries de fabrication à base de bois.

En guise de préparation, l'ACFO du Grand Nord organise des sessions sous le mode de jeux éducatifs, traitant ainsi de divers aspects du quotidien tels que les négociations et les échanges entre groupes, les placements hypothécaires ou encore la question du budget familial. Et pour s'assurer une certaine crédibilité ainsi qu'un taux de participation respectable dans ses activités, elle organise plusieurs rencontres sociales suivant l'originalité et le goût des gens dont, notamment, les fêtes de la St-Jean. Enfin, l'ACFO du Grand Nord est très présente dans plusieurs organismes de la région, tant au niveau des ressources qu'elle peut fournir que par son appui politique.

Il n'en demeure pas moins que les multiples sphères d'activités dans lesquelles s'implique cette association Tui servent d'instrumentation à la promotion du fait français à Hearst. L'ACFO du Grand Nord, pour les valeurs qu'elle véhicule et pour sa propre survie travaille à maintenir l'idéologie ontarioise du Nord, dans toute sa plénitude. En ce sens, ses efforts de politisation sont liés à une vision affirmative pour un développement régional voire local et très peu pour une concertation à l'échelle de l'Ontario francophone dans son ensemble, ce qui la distancie de l'ACFO provinciale.

En plus de son côté francophile, Hearst présente aussi un aspect particulier quant à son fort taux de syndicalisation. En effet, 1,400 à 1,500 travailleurs/travailleuses, marié-e-s pour la plupart, font partie de la Cellule 2995 de l'Union des Bûcherons et Employés de Scierie ce qui est énorme lorsque l'on considère ce nombre en terme de familles pour une population inférieure à 6,000 personnes.

La Cellule 2995, localisée à Kapuskasing, est active dans la région depuis 1973; elle mit uniquement deux ans à s'établir. Occupant un très vaste territoire dans le nord de l'Ontario, elle jouit d'un imposant pouvoir de négociation puisqu'elle est responsable de trente conventions collectives.

Le syndicat dans son modèle de négociation revendique une égalité formelle pour ses membres; il voit à l'uniformisation des conditions salariales et du travail entre les différentes entreprises, d'une part, et entre les employé-e-s ayant un type d'occupation similaire, d'autre part. Suivant le même principe, il n'existe aucune clause spéciale concernant la main-d'oeuvre féminine.

De plus, les réunions, ont lieu en français et en anglais (ainsi qu'en langage cri lorsqu'elles se tiennent à Caldstock). Les contrats sont également rédigés dans les deux langues, la version anglaise étant toutefois décisive. Lors de cas nécessitant un recours en justice (en cas d'arbitrage) on opte pour l'anglais au niveau légal: l'urgence de la situation et le peu d'avocat-e-s francophones habilité-e-s à ce genre de cause l'impose.

De fait, la Cellule 2995 de l'Union des Bûcherons et Employés de scieries représente d'abord et avant tout, les intérêts de la classe ouvrière strictement en milieu de travail et non de façon plus générale. Les négociations sont conçues pour obtenir les meilleures conditions salariales et de travail possibles. De plus, la langue maternelle, qu'il s'agisse du français, de l'anglais ou de toute autre est valorisée au niveau des communications en terme de service à offrir mais ne constitue pas nécessairement un intérêt à défendre. Et bien que le syndicat ait une forte influence sur l'économie de Hearst, les autres entreprises étant dépendantes et/ou tributaires du bois, il semble planer au-dessus de la communauté. On agit au nom d'un intérêt de classe à la grandeur du nord de l'Ontario sans considérer ces classes dans leurs différences contextuelles.

Bref, le Conseil municipal de Hearst dans ses efforts pour accroître l'autonomie de la ville travaille à offrir le plus grand nombre possible de services à sa population ontarioise et laisse aux associations un rôle prédominant à la réalisation de cette fin. Cette vision politique est d'ailleurs reprise par l'ACFO du Grand Nord à travers l'idéologie ontarioise du Nord qu'elle véhicule. Enfin, la Cellule 2995 de l'Union des Bûcherons et Employés des

Scieries, malgré son impact sur l'économie de Hearst, représente strictement les intérêts de la classe ouvrière en milieu de travail.

- Sphère socio-économique

Concernant la sphère socio-économique de la communauté, deux associations se distinguent plus particulièrement: la Caisse populaire de Hearst Limitée et la Coopérative Jeunesse de Travail.

Tout d'abord, la Caisse populaire de Hearst, une caisse francophone, dessert la population de la ville dans sa quasi-totalité: elle a environ 5200 membres. Les sociétaires sont pour la plupart des Ontariens-es de tous les âges et de tous les milieux. Ils/elles assistent en nombre considérable à l'assemblée annuelle où leur présence est sollicitée.

Et bien que plusieurs associations locales soient membres de la Caisse, celle-ci vise d'abord à persister en tant que service aux particuliers; les entreprises commerciales ou communautaires, occupent un second plan. En ce sens, sa contribution au développement communautaire se situe surtout au niveau des prêts hypothécaires. Elle en accorde plus que les deux banques de Hearst réunies. Certains organismes, ont toutefois bénéficié des dons de la caisse, entre autres, La Source (\$350.00) et La Maison Renaissance (\$100.00). Au total ces dons se chiffrent aux environs de \$1,000.00 pour la période de décembre 1982 à juin 1983.

La Caisse populaire de Hearst Limitée demeure néanmoins une institution financière, au service de la population francophone de la ville. Elle

a comme intérêt d'assurer la rentabilité économique de son entreprise. Des dons seront alors accordés à certaines associations actives dans la collectivité dans la mesure où les recettes financières le permettront. De même, les associations, membres de cette institution, peuvent envisager la négociation d'un prêt moyennant l'attestation d'une solvabilité financière appropriée.

La Coopérative Jeunesse de Travail fait preuve, de son côté, d'une logique quelque peu différente. Elle a été mise sur pied en juin 1983, par une association au service des adolescent-e-s de Hearst: La Source. Regroupant une vingtaine de jeunes, âgé-e-s de 14 à 17 ans, elle est, nous dit-on, la seule initiative de ce type à exister en Ontario.

Centrée autour d'un besoin bien présent, la quête d'un emploi, la Coopérative a comme premier objectif d'encourager la mise en commun de ressources par et pour les jeunes afin que ceux-ci/celles-ci se réapproprient, face à leur situation, le pouvoir décisionnel. En effet, en plus de bénéficier des avantages pécuniers que leur apporte la création d'emplois, la participation des membres à l'expérience coopérative leur permet d'acquérir une formation en terme de gestion, de leadership et, dans certains cas, de spécialisation dans un secteur d'activité-apprentissage nécessaire à la réalisation de leurs projets.

Mais surtout, le travail qui se fait dans un tel contexte permet aux sociétaires d'être non seulement à l'écoute de leurs besoins et de leurs aspirations, sur une base non compétitive et, en ce sens, d'apporter certaines innovations mais également, d'intégrer cette expérience à la vie communautaire, sa réussite en dépendant fortement.

La quête d'un emploi chez les jeunes, à Hearst comme ailleurs, correspond certes à un besoin réel. Toutefois, dans ce cas précis, la question du revenu ne constitue pas l'unique enjeu, ni même l'enjeu principal. La structure économique de la ville ne suffit pas, bien sûr, à épuiser le bassin de main-d'oeuvre disponible et qui plus est, ne peut prétendre répondre aux attentes de ces jeunes dans la faible diversité d'emploi qu'elle peut offrir. C'est donc dire que cette partie de la population ne jouit aucunement de l'espace qui lui est vital pour son développement. Elle a alors comme intérêt de vouloir changer les conditions d'existence actuelles de la communauté afin de créer cet espace et de le maintenir. Sinon, il ne reste plus que l'exode ou encore l'enlissement à long terme dans des structures étrangères.

Ainsi, alors que la caisse populaire agit en tant qu'institution financière au service de la population francophone de Hearst, la rentabilité de son entreprise étant liée à la prospérité de la ville, la coopérative Jeunesse de Travail manifeste plutôt une remise en question des bases sur lesquelles reposent la collectivité. Elle se présente donc comme une alternative face à un malaise d'ordre structurel, bien plus que conjonctuel. A l'écoute de sa communauté, elle tient à en développer, dans une vision affirmative, le potentiel de changement.

- Sphère socio-culturelle

Suivant les distinctions analytiques déjà établies, je m'attarderai maintenant à la sphère socio-culturelle de la communauté, que je subdiviserai en trois secteurs: social, éducationnel et culturel, le premier ayant trait plus spécifiquement aux clubs sociaux reconnus dans le milieu.

D'abord, le Club des Chevaliers de Colomb, en plus de constituer l'une des plus anciennes associations de la ville, jouit d'un nombre considérable d'adhérants ce qui lui permet d'occuper une place de choix dans la communauté. En effet, il a été fondé à Hearst en 1947 et regroupe au delà de 500 membres dont 350 sont actifs. Soulignons que l'influence de l'évêché, localisé dans la ville d'ailleurs, est très forte. Elle se traduit par le très grand nombre de catholiques pratiquants que l'on y retrouve et par la très forte adhésion aux divers mouvements religieux.

Basée sur le respect des lois de l'Évangile, l'association des Chevaliers de Colomb se dicte comme première mission de voir au maintien de la Morale et de la Foi catholique. Outre ses activités de pastorale et de charité pour lesquelles elle bénéficie, dans plusieurs cas, de la coopération des Filles d'Isabelles, elle est également impliquée dans le mouvement Pro-vie et au niveau de la collectivité, dans l'enseignement catholique. En effet, les Chevaliers de Colomb font des pressions sur le Conseil des Ecoles séparées de Hearst concernant les critères d'embauche des professeur-e-s: l'obligation d'être catholique pratiquant. De plus, le Centre sportif de Hearst, la Maison Renaissance et le Club de l'Age d'Or, entre autres, ont bénéficié de dons considérables provenant de cette association.

Enfin, considérant la forte concentration d'Ontariens-es dans la région, tous les Chevaliers de Colomb sont francophones. Ils projettent une vision conservatrice de cette culture, à savoir: assurer la survie du patrimoine canadien-français.

De fait, une telle vision s'intègre fort bien dans la perception plus globale qu'à cette association de la collectivité. Il s'agit ici d'un groupe d'hommes établis, reconnus en terme de prestige, qui, à travers le pouvoir de l'Eglise, visent à conserver certains acquis. Le travail qui s'effectue afin d'assurer la prédominance du rôle de l'Eglise dans la communauté ainsi que la préservation du patrimoine contribue non seulement à maintenir le statu quo et par conséquent à protéger des intérêts sectoriels mais produit également un impact considérable sur l'auto-définition de la communauté. C'est ainsi qu'on s'accordera à qualifier Hearst du "P'tit Québec des années 40" avec tout le sens mythique qu'on peut y apporter.

Dans le même ordre d'idée, l'association des Guides et des Scouts de Hearst oriente ses activités vers la promotion du catholicisme et du fait français. Elle constitue, en quelque sorte, une extension du pouvoir de l'Eglise et de ses organismes affiliés.

C'est ainsi, par exemple, que les Chevaliers de Colomb lèguent à l'organisation des Scouts une partie du camp Pivabiska dont ils ont la gestion. Ce terrain est réservé aux associations catholiques uniquement, d'où la raison de se préoccuper de cette tâche administrative.

Le Club de l'Age d'Or incarne également une vision conservatrice et catholique de la communauté. Malgré sa nette différence de prestige par rapport aux Chevaliers de Colomb, il n'en demeure pas moins qu'il regroupe plus de 400 membres et que, l'an dernier, par son projet de "joujoutek" (mise sur pied d'une bibliothèque de jouets), il ait accru sa visibilité. Ce projet fut très apprécié par la collectivité.

Le Club Lion suit un peu la même voie. Affilié aux "International Lions", et se considérant avant tout comme une institution de charité, il se préoccupe de ramasser des fonds dans la collectivité pour venir en aide aux enfants handicapés et aux mères dans le besoin. Il apporte également un appui financier à la Maison Renaissance.

Mais plus fondamentalement, il s'agit là d'un regroupement d'hommes dont le pouvoir est établi, et qui jouissent du prestige et de la visibilité que peuvent leur apporter cette association, comme point d'appui pour le maintien du statu quo. En ce sens, la nature même des activités entreprises par le Club Lion ne constitue pas une façon d'enrayer certains problèmes sociaux; elle contribue plutôt à apporter un soulagement temporaire pour quelques cas privilégiés. Bref, malgré la diversité des activités entreprises les Clubs sociaux partagent un intérêt commun: celui de préserver certains acquis sectoriels ce qui explique la vision conservatrice qui en émane.

Enfin, il existe à Hearst une multitude d'associations sportives. La participation est beaucoup plus forte, bien sûr, dans les sports à très grande accessibilité comme le Hockey, le Ballon-Balai, la chasse et la pêche. Et bien que les réseaux en place ne soit pas très rigides, on retrouve, dans une large mesure, les mêmes clivages dans le sport que sur le marché du travail. Mais puisque cette dynamique transparaît ailleurs, et que je m'intéresse également à retracer les tendances que prend le développement communautaire, j'ai choisi de l'approfondir à travers certaines associations plus diversifiées dont les orientations politiques sont plus clairement décelables.

L'éducation est un secteur fort privilégié dans la communauté, celle-ci ayant à son actif plusieurs ressources non seulement au niveau de l'enseignement primaire et secondaire mais également, au niveau post-secondaire.

Ainsi, le Conseil des Ecoles séparées de Hearst, composé de huit membres, est responsable de sept écoles dont cinq sont situées dans la ville. Il est entièrement francophone, comme toutes ses classes d'ailleurs. Pour sa part, le Conseil scolaire de Hearst est composé de douze conseillers/conseillères, huit étant actifs/actives pour le secteur secondaire et quatre pour le secteur primaire. Il gère une école secondaire, une école primaire et une école pour handicapés mentaux. De ces douze conseillers/conseillères, sept sont francophones. Aussi, la plupart des démarches se font de façon informelle.

Joint à ce conseil, le comité consultatif de la Langue Française jouit, comme l'indique son mandat, d'un pouvoir de recommandation, uniquement. Toutefois, parce qu'il travaille dans un milieu idéal, le conseil scolaire étant majoritairement francophone, ses recommandations ont beaucoup plus de poids; tel n'est pas le cas pour la majorité des CCLF qui agissent dans un contexte où la résistance est plus grande.

C'est ainsi qu'à Hearst ce comité a mis sur pied un service d'animation culturelle à l'école secondaire, afin d'y promouvoir la vie française. Ce type d'initiative et les intérêts idéologiques qu'elle défend permet, entre autre, de relier la culture (dans son sens restreint) à l'éducation. Elle constitue également une façon de s'assurer qu'une partie au moins des subventions provenant du Ministère de l'Education de l'Ontario, à l'égard des

francophones, se rendent à destination. Dans le cas présent, il s'agit d'une école officiellement bilingue, francophone à 88% environ.

Ce service n'existe que dans le nord de l'Ontario. Bien que les animateurs/animateuses soient autonomes, en ce sens qu'ils/qu'elles ont l'entière responsabilité de leur école, ils/elles appartiennent à une association qui les relie: le Regroupement des Animateurs Culturels du Nord de l'Ontario (RACNO). Celle-ci leur permet de se rencontrer régulièrement afin de discuter de la programmation et des échanges possibles.

En ce qui a trait plus spécifiquement à l'Ecole secondaire de Hearst, en plus de ce service, elle est avantagée de plusieurs façons: tant au niveau du nombre de cours offerts et du rapport élèves/professeur-e-s (13 à 1) qu'au niveau de l'équipement technique et sportif disponibles. Aussi, le taux de participation aux activités scolaires et para-scolaires, particulièrement au niveau des sports est-il très élevé (approximativement 60% comparativement à 15% dans la majorité des écoles de la province).

Bref, on constate que la communauté dispose d'un très grand nombre de ressources dans ce secteur. Mais, qui plus est, la population contrôle, dans une très large mesure, ses institutions en matière d'éducation. En effet, puisque les deux conseils scolaires sont centralisés à Hearst et qu'ils ont une structure autonome, ils sont par le fait même plus accessibles en terme de recours et plus informés, en ce qui a trait aux besoins de la collectivité.

Dans le secteur post-secondaire, le Collège Universitaire de Hearst offre un Baccalauréat en Art avec concentration dans plusieurs disciplines.

Il s'agit d'une institution francophone qui dessert surtout la ville de Hearst et ses environs, quoique les professeur-e-s aient à donner des cours à l'extérieur: de Timmins à Gèralton, un territoire de près de 500 kilomètres. Affilié officiellement à l'Université Laurentienne à Sudbury, le collège est toutefois autonome, particulièrement au niveau financier; il reçoit ses fonds directement du Ministère de l'Education de l'Ontario.

Mais qui plus est, il s'implique énormément dans la vie communautaire de la ville, non seulement en offrant des cours qui veulent répondre aux besoins et à la demande de la collectivité mais également par l'appui qu'il donne à un grand nombre de regroupements tels que l'ACFO du Grand Nord, le Conseil municipal, le journal Le Nord, La Source, Franco-femme, Femme Chef de Famille, Parmi-elles, la Maison Renaissance et bien d'autres: un appui tant en terme de ressources humaines que matérielles. D'ailleurs, une multitude d'associations sont nées des efforts du Collège et plusieurs d'entre elles y sont localisées.

L'importance de ce volet s'explique par la nécessité d'avoir une grande flexibilité de services offerts, ce qui permet de justifier continuellement la présence et l'utilité du Collège tout en maintenant son autonomie face à l'Université Laurentienne. C'est ainsi que les professeur-e-s ont dans leur tâche trois domaines d'interventions plutôt que deux; la participation aux activités communautaires et l'enseignement occupent le premier plan alors que la recherche est secondaire, ce qui ne veut nullement dire qu'elle soit inexistante, bien au contraire.

Le Collège possède un centre de recherche, l'Institut nord-ontarien de recherche et de développement (NORDINORD) qui fit officiellement ses débuts en juillet 1977. Il se spécialise dans l'étude au Nord de l'Ontario, son objectif général se lisant comme suit:

Doter la région du nord de l'Ontario et ses habitants des moyens nécessaires pour effectuer ou faire effectuer des recherches, analyses, critiques ou études dans les divers domaines qui affectent sa situation et son développement. (NORDINORD, 1983 b: 4).

L'Institut vise plus spécifiquement à effectuer ou encore à favoriser des recherches d'intérêt local ou régional dans des domaines diversifiés, à participer à certaines recherches gouvernementales ou para-gouvernementales, à faire l'analyse critique de publications traitant du développement de la région et enfin, à voir à l'accessibilité ainsi qu'à la diffusion de l'information. Il envisage également agir comme conseiller pour des projets parrainés par les associations locales et fournir un service d'aide professionnel et technique pour certains secteurs particuliers.

L'Institut NORDINORD a déjà à son actif plusieurs réalisations dont notamment la création d'une revue, NORACT, en circulation depuis 1978. Celle-ci traite de thèmes variés tels que, pour l'année 1982, l'éducation, le travail, l'agriculture, la femme, les alternatives énergétiques appliquées, le transport et la jeunesse. (NORDINORD, 1983 b: 20).

Un tel centre de recherche apporte certes, une crédibilité au Collège face aux autres Universités tout en répondant à un besoin bien présent,

les connaissances produites sur le nord de l'Ontario étant très minces. Il permet également à cette institution d'affermir ses liens avec la communauté par les ressources et les compétences professionnelles mises à contribution.

Le Collège Universitaire de Hearst et son centre de recherche ont participé activement à la mise sur pied d'un centre de développement pour adolescent-e-s: La Source. C'est d'ailleurs de cette association qu'est née la Coopérative Jeunesse de Travail (voir plus haut).

Agissant à titre de centre de formation, l'accent est placé sur le cheminement effectué par les jeunes, à savoir: que ceux-ci/celles-ci apprennent à s'organiser entre eux/elles, à fonctionner en groupe et surtout, qu'ils/elles arrivent à décider eux-mêmes/elles-mêmes des projets qu'ils ou elles désirent entreprendre. Le personnel sert plutôt de personnes ressources et fournit les locaux et le matériel nécessaire. Et bien que ce centre soit ouvert à tous et toutes, il s'occupe également de rejoindre les jeunes qui sont oisifs/oisives et qui pourraient devenir délinquant-e-s.

Dans la même lignée que le Collège, La Source constitue donc un acquis additionnel à la communauté, en matière d'éducation. Etant composée de jeunes qui manifestement ont intérêt à changer les conditions d'existence pour créer leur espace, ils/elles agissent avec concertation afin de promouvoir au maximum l'utilisation des ressources communautaires et d'en activer la potentialité vers une plus grande autonomie.

Ainsi, Hearst est effectivement bien pourvu en terme de ressources pour le secteur post-secondaire. Mais qui plus est, le Collège universitaire,

bien plus qu'un service, se place au coeur de la dynamique interne de la communauté, cela, non seulement par le pouvoir qu'il retire de son rôle essentiel dans la vie intellectuelle de la ville, mais surtout, par son implication directe dans cette communauté, par le biais des associations. Il a par le fait même des points d'appui dans toutes les sphères du social.

* * * *

Cette vitalité dans le secteur éducationnel, on le retrouve également dans les associations culturelles. Je pense plus particulièrement à l'hebdomadaire Le Nord, à la FOCFON, au Conseil des Arts de Hearst et au Centre culturel 49 Parallèle.

Le journal Le Nord, qui couvre la ville de Hearst et les environs a été fondé en 1976. A ses débuts, il a bénéficié de la contribution d'actionnaires locaux - contribution qui a pris depuis l'allure de dons: une marque d'appui de la collectivité. Ajoutons à cela que Le Nord a 4,700 copies en circulation et que la plupart des exemplaires sont vendus à des résident-e-s de la ville. Considérant la population totale de Hearst, il s'agit là d'une situation très significative.

Un journal communautaire qui vise à couvrir le plus d'événements d'actualité possibles, il place ses priorités du côté de la francophonie; d'expression française, il dessert une population ontarioise.

Bien plus qu'une entreprise économique ayant comme objectif de vendre de l'information, il constitue, par son intérêt de persuasion vis-à-vis la conscience des gens, un instrument ~~idéologique~~ de la communauté. La présence de l'ACFO du Grand Nord, à travers le très grand nombre d'actions qu'elle possède, a certainement beaucoup d'influence dans cet organisme. Ainsi, les efforts du journal dans la présentation d'une vision dynamique; de la ville et ses environs, par la diffusion d'information, sur une base régulière concernant les questions et les événements qui font l'actualité contribuent à raffermir les liens d'appartenance, voire l'identité du Nord et encore plus, l'identité de Hearst.

Maintenant, étant donné que la FOCFON, le Conseil des Arts de Hearst et le Centre culturel 49e Parallèle s'adressent tous trois à la dimension artistique et culturelle (dans son sens restreint) de la communauté, j'analyserai ces associations en bloc, en soulignant la spécificité de chacune d'elles.

La Fédération des organismes culturels franco-ontariens du Nord (FOCFON) qui existe depuis sept ans environ, couvre un territoire allant du nord de Mattawa jusqu'à la frontière du Manitoba. Divisée en six régions, un de ses bureaux est localisé à Hearst.

La FOCFON se fixe comme but de favoriser le développement des arts et de la culture chez les Ontariens-es du Nord en coordonnant chaque année une dizaine de spectacles professionnels et amateurs pour les associations du Nord et en offrant un réseau d'information. C'est ainsi que de ces

tournées, quarante pour cent (40%) des artistes sont Ontariens-es. De plus, dans sa nouvelle orientation, la Fédération vise d'une part, à promouvoir la relève artistique et d'autre part, à s'impliquer davantage dans le développement communautaire en organisant des ateliers de planification et de publicité pour les organismes.

Enfin, elle regroupe plusieurs associations culturelles du Nord qui, pour être membres doivent poursuivre sensiblement les mêmes buts et objectifs que la FOCFON et s'acquitter d'une cotisation annuelle. Les membres, de par cette centralisation bénéficient alors d'un plus grand pouvoir d'achat.

Le Conseil des Arts de Hearst, formé en 1978, poursuit une vocation similaire à celle de la FOCFON - vocation qu'elle subdivise essentiellement en deux volets. Il s'agit d'une part, de promouvoir la production artistique et artisanale, par le financement d'ateliers de formation à l'extérieur et par les tentatives de faire participer le plus de régions possibles aux mêmes tournées pour en réduire les coûts; et d'autre part, de voir à la coordination des activités artistiques et culturelles dans la ville et ses environs.

Le Conseil est alors impliqué dans un très grand nombre d'activités communautaires qu'il a dans plusieurs cas mises sur pied. Il organise, entre autre, chaque année, le Festival 2 par 4 et apporte un appui financier au Centre culturel 49e Parallèle et au spectacle de variétés qui est produit depuis vingt ans. Ce spectacle présente aujourd'hui une allure très professionnelle.

Suite à un changement récent vers une orientation encore plus communautaire, le Conseil des Arts de Hearst travaille à obtenir sur place

des ateliers de formation et de spécialisation et à organiser des expositions avec des artistes en résidence, ce qui permettra à plus large auditoire d'acquérir certaines expertises dans le domaine.

Enfin, l'association compte environ 300 membres et une dizaine d'organismes dont Franco-Femme, le centre culturel 49e Parallèle, le Collège universitaire de Hearst, la troupe de théâtre de Hearst - l'Épinette Noire et le club d'Age d'Or. Elle s'occupe en tant qu'organisme crédible de recueillir des fonds du Conseil des Arts de l'Ontario, du Canada ou de divers autres programmes; ces fonds sont obtenus pour des activités précises, pour ensuite être redistribués aux membres à qui les projets sont destinés.

Le Centre Culturel 49e Parallèle dont on a fait mention, se spécialise dans l'apprentissage de l'artisanat et du tissage en particulier quoiqu'il veuille élargir ce choix à la peinture sur toile et à la poterie. Regroupant des francophones de tous les âges, hommes et femmes, il vise à développer leur créativité.

A ses débuts en 1976, les cours offerts étaient subventionnés par le Ministère de l'Éducation de l'Ontario et organisés par le Collège Universitaire de Hearst, dans le cadre d'un programme de formation communautaire (l'école communautaire). Ce programme de financement n'existe plus depuis septembre 1982 ce qui a occasionné une baisse radicale d'inscriptions non seulement au sein de cet organisme (le 49e Parallèle) mais également dans l'ensemble de la communauté. Ainsi le Collège universitaire, a dû réduire de plus de la moitié sa gamme de cours offerts qui est passée de 165 cours en 1981-82 à 72 cours pour l'année 1982-1983. Au dire de plusieurs intervenant-e-s, ce

programme d'éducation était fort utile à Hearst; il donnait l'occasion à la population d'acquérir une formation dans divers domaines, formation qu'il est impossible d'obtenir autrement à cause du facteur d'isolement géographique de la ville.

“ Pour en revenir au Centre culturel, en plus des cours offerts, il organise annuellement une exposition qui a eu lieu, en 1983, à l'intérieur du Festival 2 par 4 et projette d'ouvrir une boutique où il vendrait l'artisanat produit. Allié à sa vocation éducationnelle, le 49e Parallèle travaille donc à la mise sur pied d'une coopérative.

De fait, les arts occupent une place centrale dans le développement d'une communauté et parallèlement, ne peuvent en être dissociés puisque celle-ci en est le support: ils sont la composante expressive de la sphère culturelle que l'on peut définir plus largement comme mode de vie. En plus de contribuer à l'effervescence des activités sociales et communautaires, ils sont un facteur clé dans la définition et l'expression de la culture ontarioise en terme d'identité collective, voire de fierté. (cf: Savard et al., 1977: 39-40).

Cela est vrai non seulement lorsqu'il s'agit de grandes manifestations culturelles mais également dans l'apprentissage journalier de techniques artistiques. En effet, les ateliers de formation, les cours (ou toute autre forme d'activité reliée à ce domaine) permettent aux francophones de se rencontrer sur une base régulière, de discuter entre eux/elles et de resserrer les liens de solidarité.

En fait, on peut voir que l'Ontario français bénéficie d'une très grande diversité culturelle et qu'il est plus approprié d'étudier ce domaine du social en tenant compte de la spécificité de chacune de ses régions: sa concentration d'Ontariens-e-s et la dynamique interne propre à chacune des communautés tant au niveau local que régional (Cf: Savard et al., 1977: 42-43). C'est ainsi qu'à Hearst et dans le Nord en général, les associations oeuvrant dans ce domaine accordent leur préférence aux initiatives qui rencontrent les besoins du milieu et se distancient alors des organisations provinciales.

Le journal Le Nord, le Conseil des Arts de Hearst et le Centre culturel 49e Parallèle actifs dans la ville et ses environs et la FOCEON qui dessert une région plus vaste, le Nord, occupent un rôle essentiel dans le développement de la communauté. Ces organismes contribuent grandement au maintien de l'identité locale et régionale; les manifestations culturelles et artistiques qui en émergent permettent aux membres de la collectivité de reconnaître et de souligner avec fierté la très grande vitalité qui caractérise Hearst.

On remarque donc que la communauté possède énormément des ressources au niveau socio-culturel et que les associations expriment des intérêts plutôt diversifiés. Mais qu'il s'agisse des clubs sociaux qui visent à préserver certains acquis ou encore des associations issues du secteur éducationnel ou culturel de la collectivité visant à des degrés différents un réaménagement des ressources pour une plus grande autonomie régionale, la dynamique entre ces deux pôles - conservatisme/novation - en ressort plus forte.

- Associations féminines

En ce qui a trait aux organismes féminins maintenant, je procéderai à l'analyse de quatre associations qui se distinguent dans le milieu. Il s'agit des Franco-Femme, Parmi-elles, Femme Chef de Famille et enfin, de l'association des Filles d'Isabelle. A cause de leur rapprochement en terme de base idéologique, j'étudierai les trois premiers regroupements en bloc, tout en tenant compte de leur champ d'activité.

D'abord, Franco-Femme effectue dans la communauté un travail d'information, de sensibilisation et de dénonciation relativement à la problématique de la condition féminine. Bien qu'il n'existe que depuis cinq ou six ans environ, cet organisme acquiert de plus en plus de crédibilité auprès de la collectivité. Il organise entre autres, la Journée Internationale de la Femme ainsi que des sessions de formation et d'information, pour les femmes, à divers temps de l'année. Il s'occupe également de rédiger des chroniques dans le journal Le Nord.

Parmi-elles est une association qui vise la création d'emplois stables pour les femmes dans le besoin, emplois dans une petite entreprise fondée et supportée par le groupe. Celui-ci, bien qu'il ait changé de nom à quelques reprises, existe depuis septembre 1979. Il est né d'un rassemblement de femmes soutien de famille voulant assurer leur survie économique et, bien sûr, celle de leur famille.

C'est ainsi que l'association fonda une compagnie de serres d'épinettes noires pour le reboisement, La Maison Verte, avec entre autres l'appui

financier du gouvernement fédéral (Ministère des Richesses naturelles) et l'investissement de capitaux par des actionnaires locaux. D'ici cinq ans environ, les serres appartiendront à la compagnie.

Il s'agit là, présentement, de la plus importante réalisation en terme de projet à l'échelle de la communauté. Ses chances de viabilité sont d'ailleurs excellentes à cause de la très forte demande du marché. En effet, les compagnies d'exploitation forestière louent, pour la plupart, des terrains de la Couronne; elles ont, suite à cette entente, l'obligation légale de voir au reboisement. Enfin, on assistait en juin 1983 à l'inauguration des serres de La Maison Verte.

L'association Femme Chef de Famille qui, en 1983 n'existait que depuis un an, regroupe également des femmes soutiens de familles monoparentales. En moyenne très jeunes, elles vivent sous le seuil de la pauvreté et ont un niveau de scolarité plutôt faible. Ces femmes se rencontrent alors, sur une base régulière afin de discuter entre elles de leurs expériences, de leur condition de vie et des moyens à inventorier pour combattre cette injustice afin d'aspirer à une situation plus équitable.

Elles organisent donc, entre elles, des sessions d'information et de counselling avec conférenciers/conférencières invité-e-s. De plus, elles ont ouvert en décembre 1982 un service de garderie, situé au Collège Universitaire de Hearst, et travaillaient durant l'été 1983 à la production d'une pièce de théâtre dénonçant leur situation.

Ce type de regroupements symbolise en fait l'entrée des mouvements féministes occidentaux dans la communauté et reflète une conscientisation de la part de certains groupes de femmes, notamment les jeunes, quant à leur situation particulière. Mais, qui plus est, une telle présence est née du besoin pour ces femmes de réagir face à leur situation qui bien que marginalisée à plusieurs égards, comme par exemple dans le cas des familles monoparentales, fasse toutefois partie du quotidien. Puisque cette dimension n'apparaissait nullement dans les préoccupations des organismes féminins traditionnels qui, par définition sont conservateurs, il s'avérait nécessaire de créer de nouvelles associations tenant compte de cette réalité à travers une vision novatrice du rôle de la femme.

Enfin, l'intérêt qu'ont ces femmes à changer leur condition de vie et le refus d'être contraintes à un stéréotype traditionnel se manifestent par les points d'appui qu'elles ont instaurés dans tous les secteurs du social.

L'association des Filles d'Isabelle suit une tangeante bien différente; elle opère sur les mêmes bases que les Chevaliers de Colomb. Elle a pour but d'aider l'Eglise d'abord, ainsi que les personnes malades et les vieillards. Regroupant environ 300 membres, ce qui est non négligeable, on estime qu'il s'agit du plus grand cercle de l'Ontario.

Ses activités sont alors centrées autour d'attentions apportées aux personnes malades et aux vieillards sans oublier sa contribution aux célébrations religieuses. Lors de ces festivités, les Filles d'Isabelle s'occupent surtout de l'organisation des repas.

Il s'agit là d'une association dont la moyenne d'âge est plus élevée et qui a conservé une vision traditionnelle du rôle de la femme comme c'est le cas pour quelques regroupements additionnels du même type. Considérant l'étroite collaboration entre les Chevaliers de Colomb et les Filles d'Isabelle et que dans la majorité des cas celles-ci en sont les épouses, il s'avère que cet organisme constitue une extension du pouvoir des Chevaliers de Colomb, ces derniers bénéficient d'un plus grand prestige.

Bref, la dichotomie qui existe à Hearst entre une vision plus conservatrice et une vision plus novatrice du développement communautaire procède d'abord, au niveau des regroupements féminins, par une remise en question ou non du rôle traditionnel de la femme avec les conséquences qui en découlent au niveau de l'insertion des femmes dans la vie publique.

DISCOURS VEHICULES

Il ressort de cette analyse que les associations qui expriment les intérêts de personnes bien établies dans la communauté présentent, bien sûr, une vision foncièrement conservatrice quant au développement de celle-ci. En ce sens, la Caisse Populaire de Hearst et le Club Lion travaillent à préserver le pouvoir économique qu'ils détiennent alors que le Club des Chevaliers de Colomb et les organismes qui coopèrent étroitement avec lui, dont le Club de l'Age d'Or et les Filles d'Isabelle, utilisent dans la même optique le pouvoir de l'Eglise, très présent à Hearst, comme outil idéologique qui se traduit par la préservation du patrimoine canadien-français dans toute sa connotation mythique. Ainsi on mise, dans une vision conservatrice, à la préservation d'intérêts sectoriels et pour ce faire, au maintien du statu quo.

On remarque d'autre part, que les groupes d'intellectuels, de jeunes et de femmes, bref, les groupes "minoritaires" de la communauté optent, cette fois, pour une vision plus novatrice quant au développement de celle-ci. Je pense plus particulièrement au Collège Universitaire de Hearst et aux nombreuses associations dans lesquelles il est impliqué dont notamment l'ACFO du Grand-Nord, le Conseil municipal, la Source et son projet de Coopérative Jeunesse de Travail ainsi que les regroupements féministes Franco-Femme, Parmi-Elles et Femme Chef de Famille. Il est important aussi de souligner le rôle du journal Le Nord, de l'ACFO du Grand Nord, du Conseil des Arts de Hearst et du Centre Culturel 49e Parallèle qui, à travers leurs champs d'activité contribuent grandement à forger et à maintenir une identité locale et régionale. Tous ces groupes aspirent, à des degrés divers, au changement des structures actuelles de la ville. La remise en question du mode d'organisation sociale établie se manifeste alors par les types d'initiatives qui apparaissent et par une perception plus globale du développement communautaire faisant appel à l'implication et au soutien de la collectivité dans son ensemble. C'est ainsi que ces associations, contrairement aux regroupements plus conservateurs ont des points d'appui dans toutes les sphères du social.

Cette infiltration à tous les niveaux alliée à la très forte convergence des réseaux explique dans l'optique d'un développement communautaire la prédominance d'une vision affirmative axée sur l'autonomie régionale. Cette vision est toutefois tempérée par les forces conservatrices qui, bien que surtout concentrées dans les clubs sociaux, sont non négligeables considérant l'ampleur de ces associations en terme du nombre de membres et du statut social de ces derniers.

QUATRIEME CHAPITRE

Recherche sur le terrain - Rockland

Prescott-Russell est, à première vue, une région essentiellement agricole, bordée au nord par la rivière des Outaouais et traversée d'est en ouest par deux autoroutes qui relient Montréal à Ottawa. Lorsqu'on y regarde de plus près, on remarque également qu'il s'agit là d'une région majoritairement francophone parsemée de villages surtout, bien qu'elle soit dotée de quelques petites villes: Hawkesbury, Vankleek Hill et Rockland.

D'une population établie depuis le milieu du XIX^e siècle, vivant de l'agriculture et des entreprises locales (sauf pour la ville de Hawkesbury, un peu plus industrielle), aujourd'hui, elle ne correspond plus aussi fidèlement à ce portrait. Les quelques lignes qui suivront apporteront des précisions à ce propos. J'analyserai par la suite la dynamique interne retrouvée à Rockland et la question de son développement communautaire.

L'EST ONTARIEN

D'abord, malgré la prédominance de l'agriculture et de ses entreprises tributaires dans l'économie locale et de plusieurs autres sources d'emploi notamment au niveau des écoles et des petites et moyennes entreprises qui ont toutefois une portée limitée, on ne peut prétendre que celles-ci embauchent la quasi-totalité de la population active de Prescott-Russell. Au contraire, la structure économique interne de la région ne le permet pas. En effet, l'ampleur que prend l'"agro-business", le capital élevé de ses coûts d'opération et la

réduction de main-d'oeuvre nécessaire au roulement de cette entreprise ainsi que le faible développement de secteurs d'activités additionnels lié, en grande partie, à la proximité des grands centres urbains, l'impact qu'ils ont sur le potentiel d'expansion économique de la région et leur rapprochement par l'amélioration des voies de communication expliquent la tendance actuelle, pour un très haut pourcentage de la population, particulièrement chez les jeunes, à rechercher un emploi à l'extérieur de Prescott-Russell. Montréal et Ottawa sont alors perçues dans bien des cas comme l'unique option pour contrer ce manque de débouchés, spécialement pour les agglomérations situées aux limites des Comtés-Unis. De même, pour acquérir une formation post-secondaire il faut se déplacer. Une fois le diplôme obtenu, les possibilités d'emploi dans des secteurs spécialisés d'activité sont relativement minces au niveau local.

La situation étant telle, on assiste à la fois à un vieillissement de la population, occasionné par l'exode substantiel des jeunes et aussi à la transformation d'un grand nombre de villages en villes-dortoirs. Cette transformation est non seulement liée au lieu de travail ou d'étude des résident-e-s mais également à la migration des gens de la ville, Ottawa principalement, vers les banlieux, vers la campagne, bref, vers l'Est ontarien.

En plus des bouleversements qu'entraînent, en soi, un tel changement, on s'inquiète qu'à long terme ce phénomène migratoire apporte une modification considérable dans la composition linguistique de la population, en faveur des anglophones. Et bien que les Ontariens-es soient fortement majoritaires dans Prescott-Russell, la crainte de l'assimilation est très présente. On se sent alors prisonnier d'un dilemme: comment allier à sa survie culturelle, sa

survie économique. En d'autres mots, comment assurer ou tout au moins favoriser son propre développement sans pour autant adopter une tangeante assimilationniste ou encore s'engloutir dans la folklorisation du vécu, les deux cas menant de toute manière à la fin de ce développement.

Ce questionnement, loin d'être une attitude défaitiste face à une situation trop précaire, reflète plutôt le climat d'incertitude et de changement dans lequel la région se retrouve présentement. Malgré les difficultés à surmonter, il n'en demeure pas moins que l'on se dise Ontariois-es et que l'identification à l'Est ontarien soit très forte.

Il existe alors un très grand nombre d'associations à portée locale ou régionale qui, en plus de contribuer à maintenir ce sentiment d'appartenance, manifestent cette inquiétude et tentent d'intervenir dans toutes les sphères du social. Leurs gestes sont d'autant plus diffus qu'un consensus sur une telle question demeure problématique.

La région bénéficie toutefois de nombreuses ressources qui sont le fruit des énergies investies à travers les efforts de concertation de la population. Je pense entre autres, au Collège de technologie agricole et alimentaire d'Alfred, le seul collège francophone de ce type en Ontario, au Centre de ressources et de formation pour Femmes de Prescott, localisé à Hawkesbury ou encore au Centre culturel La Sainte-Famille à Rockland - centre qui a servi de modèle aux autres établissements de ce type dans la province. Les Comtés-Unis sont également bien pourvus en fait de services tant au niveau juridique et éducationnel que social et de santé - services répartis dans plusieurs localités des plus accessibles.

Bref, la dépendance vers l'extérieur pour sa survie économique occasionnée par les possibilités réduites d'emploi dans la région et surtout par la proximité de grands centres urbains, la migration de citadin-e-s vers l'Est ontarien et l'impact que ces deux facteurs ont sur la transformation de certains villages en villes-dorciors ainsi qu'une remise en question de cette vocation et plus généralement de l'orientation que devrait prendre le développement de la région, telle est la conjoncture dans laquelle se situent, à des degrés divers, les multiples localités des Comtés-Unis. Malgré qu'il s'agisse là de caractéristiques communes, elles résument assez bien la situation à laquelle est confrontée Rockland, une petite ville localisée à quelques 38 kilomètres à l'est d'Ottawa.

ROCKLAND, UNE COMMUNAUTE DE L'EST ONTARIEN

Mais avant de procéder à l'analyse de la dynamique interne propre à cette ville, il importe de souligner brièvement certains facteurs liés à son développement: les conditions d'émergence de la communauté, sa situation démographique et écologique ainsi que les ressources dont elle dispose.

D'abord, contrairement à l'ensemble des Comtés-Unis, Rockland n'a jamais eu, essentiellement, une vocation agricole. Ses débuts sont plutôt liés à l'industrie forestière alors qu'un entrepreneur de Thurso (originaire du canton de Clarence) W.C. Edwards, ayant obtenu de la Couronne les droits d'exploitation pour la région de la vallée de la Gatineau décida d'y fonder, en 1868, un moulin à scie. De l'agglomération qui s'en suivit, tous travaillaient pour la compagnie Edwards (Laporte et Béland, 1982: 11-13). Aussi, durant les années 1860-1880 la région de l'Outaouais se développe-t-elle rapidement;

l'industrie du bois connaissait une très grande prospérité, la Capitale Nationale venait d'être transférée à Ottawa et sa population augmentait rapidement à cause des vagues d'immigration. Ce développement duquel profitait Rockland conduisit la compagnie Edwards à voir à l'aménagement de la ville. Par exemple, elle construisit des maisons qu'elle louait aux ouvriers par la suite, elle ouvrit un magasin général et plus tard, elle se chargea des services municipaux (routes, eau, électricité...), des postes, des écoles... (cf: Laporte et Béland, 1982). En 1908, lorsque Rockland a obtenu son incorporation, W.C. Edwards devint d'ailleurs le premier maire de la ville. Et même si la population était presque entièrement canadienne-française, à cause de l'influence de M. Edwards et de ses proches, les postes d'importance tant du côté industriel que civil et politique étaient détenus, la plupart du temps, par des anglophones.

La compagnie Edwards cessa ses activités vers la fin des années 1920, période de récession, alors que la demande du bois tant sur les marchés américains qu'euro-péens avait baissé considérablement. Rockland qui jusqu'alors dépendait de cette industrie pour sa survie économique connut à ce moment de sérieuses difficultés; l'écroulement de cet "empire" et le départ précipité des dirigeants de la ville (affiliés à cette compagnie) laissaient un vide.

On se retourna vers l'extérieur pour la quête d'un emploi et notamment vers les villes d'Ottawa, Hull et Gatineau, d'où les débuts de la transformation de Rockland en ville-dortoir. De fait, la remontée, depuis lors, de l'économie de la communauté est étroitement liée à la croissance économique que connut Ottawa depuis la Deuxième Guerre Mondiale (Laporte et Béland, 1982: 85-87).

C'est d'ailleurs vers 1945 que débutaient les projets de construction domiciliaire et toute la planification urbaine que cela sous-tend.

Somme toute, dans la reconstruction de son histoire, l'impact qu'a eu la Capitale Nationale sur le développement de Rockland est on ne peut plus présent. Ce rapprochement historique et symbolique permet alors non seulement de saisir mais également de justifier, au niveau de la conscience collective, le rapport de dépendance qu'a la ville envers Ottawa.

Aujourd'hui Rockland a une population de 3961 personnes, dont 81,7% sont francophones, comparativement à 75,9% pour l'ensemble de Prescott-Russell. (Statistique Canada, 1982). Elle conserve son titre de ville-dortoir. En effet, approximativement 60% de la main-d'oeuvre travaille à l'extérieur de la communauté surtout dans les domaines de la fonction publique et de la construction, à Ottawa-Hull, alors qu'un faible pourcentage a trouvé de l'emploi dans une usine de haute technologie récemment établie, Sperry Gyroscope, celle-ci ayant toutefois à son emploi des gens de l'extérieur pour la plupart. Ce qu'il demeure de la population active est réparti entre les divers commerces, services et institutions qui, dans une plus faible mesure, ont dans leur rang une main-d'oeuvre domiciliée ailleurs (Masson, 1983: 3-4). Il est à noter également que la population féminine est en très grande partie salariée.

De fait, la proximité de la région d'Ottawa demeure un facteur dominant dans le développement économique de Rockland non seulement par la main-d'oeuvre qu'elle attire mais également au niveau de son pouvoir d'achat et du déplacement pour une partie de sa population vers la communauté, comme lieu de résidence. Outre l'avantage de profiter de prix plus abordables, cette

migration constitue une réponse à la crise de logement qui sévit dans la Capitale Nationale et ses environs.

Fortement préoccupé par la direction économique que devrait entreprendre Rockland, le conseil municipal s'est doté d'un Plan Directeur qui lui dicte une croissance planifiée à vocation triple: 1) une ville-dortoir, vocation à laquelle elle est déjà prédisposée, 2) un centre de marché mini-régional puisque à l'exception de Rockland toutes les autres agglomérations dans Prescott-Russell ont une population inférieure à 2000 personnes, mise à part Hawkesbury, beaucoup plus à l'est et enfin 3) une ville manufacturière. En effet, considérant la croissance de la haute technologie dans la région d'Ottawa et l'implantation depuis quelques années de l'usine Sperry à Rockland, l'arrivée de quelques autres industries de ce type auraient, semble-t-il un impact assez considérable sur la communauté, non seulement au niveau de l'emploi quoique ces entreprises demandent en grande partie une main-d'oeuvre spécialisée qu'elles transportent habituellement avec elles, mais surtout au niveau des achats locaux et des versements de taxes municipales (cf. Masson, 1983). Un sondage auprès de la population indique toutefois une forte ambivalence sur des questions telles que la croissance économique vs la survie culturelle, la protection des entreprises déjà établies vs l'augmentation de la concurrence, ou encore l'extension du rôle de ville-dortoir et la rentabilité d'un marché régional (Masson, 1983: 13).

En fait de ressources Rockland a, entre autre, à son actif une école secondaire française, deux écoles élémentaires: séparée et publique ainsi qu'une bibliothèque publique et un service de garderie. Elle dispose également d'un aréna, de quelques parcs et d'un terrain de golf; d'un centre culturel,

d'un journal hebdomadaire, de deux institutions financières, d'une clinique juridique et d'une église sans oublier les services ayant trait à l'entretien municipal. Il existe aussi un peu plus d'une cinquantaine d'organismes qui, à des degrés divers, interviennent dans les sphères politique, économique et sociale de la communauté.

Bref, la proximité d'Ottawa, très présente dans le développement historique de Rockland est également un facteur dominant tant dans son développement actuel que dans son potentiel d'expansion. D'une ville-dortoir, elle tend à le demeurer, dans une très large mesure. La communauté est toutefois pourvue d'un bon nombre de ressources particulièrement dans le secteur éducationnel suivi des secteurs récréatif et culturel. Aussi plusieurs regroupements sont-ils nés en réponse à une gamme plus vaste de besoins à combler.

C'est donc par le biais des associations les plus "significatives", comme c'était le cas dans le chapitre précédent, que je retracerai la dynamique interne de la communauté et le potentiel de changement qui se dégage de ces efforts collectifs.

REGROUPEMENT ET ANALYSE DES ASSOCIATIONS CONTACTÉES

Suivant la catégorisation déjà établie (deuxième chapitre), je procéderai donc à l'analyse des associations en les regroupant dans les sphères socio-politique, socio-économique et socio-culturelle de la communauté, mis à part les regroupements féminins que j'étudierai séparément.

- Sphère socio-politique

Au niveau socio-politique, je pense plus particulièrement aux interventions du Conseil Municipal de Rockland et à l'ACFO conseil régional de Prescott-Russell. Le premier, en plus de voir à la gestion des affaires municipales et d'offrir un éventail de services qui relèvent de sa responsabilité, se concentre plus activement sur l'actualisation du potentiel de développement économique de la ville. Dans les délibérations ayant trait à la mise en application du nouveau Plan Directeur (voir plus haut), alors qu'il y a dissension chez les conseillers, le maire semble être en faveur d'une expansion dans tous les secteurs suggérés. Il est à noter que ce dernier bénéficie, aux dires de plusieurs intervenants dans le milieu, d'une forte influence sur le Conseil, ce qui s'explique par la reconnaissance de sa compétence en matière administrative d'une part, et par l'appui qu'il reçoit de la population, d'autre part.

Le Conseil municipal apporte également un appui financier à différents organismes de la communauté. Toutefois, depuis quelques années, plutôt que de fournir un apport monétaire direct, il comptabilise ses dons en coût de services. C'est ainsi, par exemple, qu'il défraiera une partie des factures d'électricité, d'eau et de chauffage pour le Centre culturel La Sainte-Famille (\$2,500,00), une partie des factures d'électricité pour l'Union culturelle des Franco-Ontariennes (\$1,000,00) et pour le Club de Tennis (\$1,000,00) et qu'il réduira les coûts de location des patinoires pour l'Association du Hockey Mineur de Rockland (jusqu'à un maximum de 524 heures) et pour l'Association du Patin Artistique de Rockland (jusqu'à un maximum de 192 heures). De plus, le Conseil offre la possibilité à tous les regroupements d'utiliser gratuitement

la salle de l'Aréna une fois par année pour organiser une soirée bénéfice. Et bien qu'il estime que cette manière de fonctionner lui assure un plus grand contrôle, il n'en demeure pas moins que ces dons en services entraînent un énorme déficit pour l'Aréna.

Malgré son intérêt à maintenir l'ordre et à préserver une allure de neutralité, on remarque que, contrairement à une vision plus universaliste, les interventions du Conseil municipal sont plutôt sectorielles et donc plus dirigistes. En effet, les changements préconisés, qui s'inscrivent dans la logique capitaliste, se veulent une extension du pouvoir économique à l'intérieur des structures établies de la communauté, au profit des entrepreneurs locaux. De même, l'appui accordé principalement aux associations sportives demeure un geste significatif pour une ville qui se veut, dans une large mesure, un lieu résidentiel.

L'ACFO de Prescott-Russell qui s'adresse aux francophones de la région et qui regroupe également plusieurs associations à titre de membres collectifs, se définit comme un organisme parapluie visant à favoriser la création d'associations responsables de certains secteurs d'activité plus spécifiques d'une part, et travaillant à exercer les pressions nécessaires pour que les regroupements déjà en place remplissent leur mandat, d'autre part. Depuis avril 1983, elle est plus autonome par rapport à l'ACFO provinciale (chapitre troisième).

Malgré la confusion qui règne au Conseil régional quant à l'orientation de l'ACFO, l'association concentre toutefois ses interventions au niveau politique en terme de prise de position, de diffusion de l'information,

d'utilisation des moyens de pression et d'organisation de l'action. C'est ainsi que lors de l'assemblée annuelle qui avait lieu en mai 1983, étaient centrales aux discussions l'aspect d'une politique de développement global dans Prescott-Russell, l'obtention d'un conseil scolaire homogène de langue française pour Prescott-Russell et enfin une plus grande collaboration entre les média et les associations de la région, le tout parsemé d'une volonté de renforcer le caractère francophone des Comtés-Unis, en réaction à une crainte de l'assimilation partagée par certains leaders.

Enfin, l'ACFO a à son crédit un grand nombre de réalisations. En effet, depuis 1979, elle a participé, entre autres, à l'ouverture du Collège de Technologie agricole et alimentaire d'Alfred, à la création du comité de développement de Prescott-Russell (CDPR), de l'Association touristique de Prescott-Russell (ATPR), de l'Inter-Franco-Scolaire de Prescott-Russell, du comité de la Saint-Jean, d'un concours littéraire annuel... Elle a aussi effectué plusieurs recherches et inventaires concernant les ressources et organismes de la région; ses dossiers portent sur le tourisme, l'analphabétisme, les programmes d'enseignement agricole, les entreprises locales, les sports et les loisirs et bien d'autres. Plusieurs de ces domaines relèvent maintenant des comités que l'ACFO a mis sur pied. L'association a également offert des ateliers de formation pour les bénévoles en ce qui a trait à la gestion de projets, à la tenue d'assemblées, au secrétariat, aux finances et aux rapports avec les média. Les réalisations s'inscrivent alors du côté de la recherche et de la création d'organismes à vocation plus spécifique aussi bien que dans le domaine de l'animation.

L'ACFO travaille à l'approfondissement et à la mise en valeur des ressources de Prescott-Russell. Le discours qu'elle véhicule ainsi que son type d'implication contribuent au développement d'une identité régionale, voire à la limite d'une idéologie ontarioise de l'Est. En ce sens, ses interventions parce qu'elles se doivent d'avoir une portée plus générale, considérant l'ampleur du territoire à couvrir ont peu d'impacts directs sur les différentes communautés. Rockland bénéficie alors très peu de sa présence et demeure en quelque sorte marginalisée.

Face à cette visée plus globale, les résident-e-s de Rockland actifs/actives dans l'association ne sont pas enclins à exiger de l'ACFO la réalisation de projets concrets dans la communauté, ce qui rend l'apport de celle-ci plus difficilement repérable ou mesurable. De fait, leur implication se situe beaucoup plus au niveau discursif que dans l'actualisation d'alternatives différentes de développement ce qui pose problème en terme de points d'appuis sur lesquels reposeraient les bases idéologiques de l'association. Cette attitude, on la retrouve chez la majorité des membres. D'ailleurs, le Conseil régional est constitué, dans une large mesure, de gens établis qui sont, bien sûr, intéressés à promouvoir la francophonie mais qui ont plutôt avantage à tirer profit du prestige que leur apporte une telle association.

Somme toute, le Conseil Municipal de Rockland, en plus de son implication directe dans le milieu découlant de ses responsabilités administratives, oriente ses politiques vers une plus grande expansion économique de la ville, ses interventions étant toutefois sectorielles. De son côté, l'ACFO travaille à approfondir et à mettre en valeur les ressources de Prescott-Russell. Elle vise à défendre les intérêts des Ontariens-es de l'Est et contribue au développement d'une identité régionale.

- Sphère socio-économique

Le Comité de développement de Prescott-Russell (CDPR) et l'Association touristique de Prescott-Russell (ATPR) sont tous deux, tel que mentionné préalablement, une initiative de l'ACFO régionale, bien que l'ATPR ait été plus directement mise sur pied par le CDPR. A cause de leur origine commune, des limites territoriales qu'ils partagent et surtout de leur domaine connexe d'intervention, j'étudierai ces organismes en bloc. La ville bénéficie également dans sa sphère économique d'une caisse populaire et d'une association de commerçant-e-s.

Le CDPR a été mis sur pied en 1980 afin de voir à la gestion et à l'exploitation des ressources dans Prescott-Russell et s'adresse particulièrement aux francophones de la région. Bien qu'il vise, de façon générale, à l'élaboration d'un plan global de développement axé vers une restructuration de l'économie des Comtés-Unis, un effort de clarification s'impose; il travaille présentement à rendre plus explicites ses objectifs et à préciser davantage l'orientation qui s'ensuivra. Malgré sa récente fondation, il constitue un organisme crédible pour l'obtention de subventions gouvernementales et a déjà à son actif la réalisation de quelques projets. Enfin, mis à part le fait qu'il y ait des membres de la communauté à l'intérieur du CDPR, celui-ci n'a, aux dires de ses représentant-e-s, aucun impact direct sur Rockland ce qui n'exclut pas qu'à long terme il aspire à une plus grande influence.

L'Association touristique de Prescott-Russell (ATPR) qui date de 1981, vise, bien sûr à promouvoir l'industrie du tourisme dans la région. Il s'agit

également d'un organisme francophone. Parmi ses réalisations, notons l'établissement d'un centre d'information situé à Rockland, ce qui lui donne une certaine visibilité auprès de la population et la publication d'un botin touristique celui-ci faisant figure de publicité chez les commerçant-e-s de la ville.

Aussi, l'ATPR entretient-elle des liens très étroits avec le CDPR et l'ACFO. Ces associations sont officiellement indépendantes; toutefois la convergence des réseaux est plutôt remarquable, les uns siégeant sur le conseil d'administration des autres, et vice-versa.

Lorsque l'ACFO de Prescott-Russell a incité la mise sur pied du CDPR et de l'ATPR, elle leur déléguait une partie de ses pouvoirs pour concentrer ses interventions du côté de l'action politique. Mais à cause des liens qui la rapproche de ces organismes, et particulièrement du CDPR, ceux-ci constituent plutôt une extension de son pouvoir dans des sphères d'activité plus spécifiques. Alors que le CDPR prend l'allure d'un questionnement plus global face aux possibilités de développement économique de la région, pour les francophones, l'ATPR a une vocation beaucoup plus précise et tend à défendre les intérêts économiques des entrepreneurs locaux vivant de l'industrie du tourisme. Par la mise en lumière des attraits et services touristiques de la région, on tente de profiter au maximum du séjour des nombreux visiteurs/visiteuses attiré-e-s par la ville d'Ottawa et ses environs.

Au niveau économique, toujours, Rockland dispose d'une caisse populaire qui, depuis 1982, s'est associée à la caisse de Cyrville. Il s'agit maintenant de la Caisse Populaire Cyrville-Rockland. La réticence qu'exprimaient

les sociétaires originaires de Rockland au début de cette union, s'est vite effacée du fait que ces institutions sont de forces économiques égales, la deuxième n'engloutissant pas la première, et qu'un tel arrangement s'avère plus avantageux en ce qui concerne les transactions.

Les décisions prises au conseil d'administration sont applicables pour les trois points de services: Rockland, Cyrville et Notre-Dame-des-Champs (qui était déjà associée à Cyrville). Toutefois dans une conjoncture précise, une recommandation pourrait être effective uniquement à Rockland. De même, l'assiduité à l'assemblée annuelle est assez forte mais il est difficile d'évaluer la participation des sociétaires de Rockland puisque les trois points de service sont réunis.

La Caisse populaire contribue au développement de la communauté par ses nombreux prêts hypothécaires. Aussi environ 80% de la population de la ville sont membre de la caisse. Mais puisqu'il n'existe que deux institutions financières à Rockland et que la plupart des gens font affaire aux deux endroits, la banque (Banque Nationale du Canada) peut aussi affirmer que 80% de la population utilise ses services.

La Caisse accorde également des dons aux associations, ceux-ci se chiffrent à \$1,000,00 par année. Habituellement, aucun don n'est refusé, à moins que celui-ci n'ait pas une portée communautaire, bien sûr. Les demandes, d'une valeur de \$50,00 généralement, proviennent essentiellement des regroupements sportifs, des écoles et du Club optimiste. Il est aussi possible aux associations membres de la Caisse d'effectuer un emprunt, moyennant des garanties suffisantes.

De fait, la Caisse Populaire Cyrvill-Rockland est une institution financière qui offre ses services en français et qui a comme intérêt d'assurer la rentabilité de son entreprise. Et bien qu'elle desservé la population de la ville, celle-ci n'est pas l'unique détentrice de cette ressource, la Caisse n'étant pas limitée à Rockland. Plutôt que de favoriser un certain isolement ou l'accentualisation de frontières communautaires elle encourage en premier lieu, par le biais de ses échanges, une plus grande ouverture vers l'extérieur.

L'Association Commerces Rockland existe depuis environ cinq ans et regroupe surtout les détaillants et les restaurateurs de la ville. Elle vise d'une part à promouvoir les achats dans Rockland d'où la raison d'être d'un projet d'embellissement de la ville et d'autre part, à acquérir un meilleur pouvoir de négociation auprès du Conseil municipal. Aussi, la présence d'un tel regroupement permet-elle une plus grande coopération entre les commerçant-e-s pour la réalisation d'activités communes à but lucratif.

L'Association reçoit fréquemment des demandes d'aide financière de la part des autres organismes locaux, demandes auxquelles elle répond. A ce propos, elle a récemment amorcé un processus menant graduellement à l'abolition des dons en argent pour les remplacer par des dons en espèce. De cette façon, on évite que la contribution apportée soit utilisée pour des achats à Ottawa plutôt que chez des commerçant-e-s locaux.

Il s'agit là, manifestement, d'un regroupement qui exprime les intérêts économiques des commerçant-e-s de Rockland. Le pouvoir qu'il détient a un impact direct sur les décisions politiques du Conseil municipal et se manifeste, entre autre, dans l'appui qu'il porte au Plan Directeur de la ville;

les entrepreneurs locaux seront les premiers à profiter de l'expansion économique appréhendée. Les intérêts à court et à long terme de cette association sont d'ailleurs représentés par l'intermédiaire d'un de ses membres siégeant à ce Conseil.

Bref, au niveau socio-économique on remarque que le Comité de développement de Prescott-Russell et l'Association touristique de Prescott-Russell sont des organismes francophiles qui bien qu'ils aient dans leur rang des membres domiciliés à Rockland ont une implication et une portée régionale. De même, la Caisse populaire Cyrville-Rockland est une institution financière à trois points de service, un de ceux-ci étant localisé dans la communauté. L'Association commerces Rockland est alors le seul regroupement dont les interventions se situent strictement au niveau communautaire. Il s'applique à défendre, bien sûr, les intérêts économiques des commerçant-e-s de la ville.

- Sphère socio-culturelle

Passons maintenant à la sphère socio-culturelle de la communauté répartie dans les catégories sociales (clubs sociaux), éducationnelle et culturelle. Au niveau social d'abord, deux clubs ont retenu mon attention: Optimistes et Richelieu.

Le Club Optimiste, à Rockland existe depuis 1974, suite à sa fondation, il a fait naître une vingtaine de Club Optimiste dans la région, si bien qu'on envisage maintenant, en ce qui a trait aux cadres de l'association, de créer un district spécifiquement pour l'Est ontarien.

Il travaille à promouvoir les loisirs chez la jeunesse en préparant diverses activités et en fournissant un appui financier aux organismes qui regroupent des jeunes de Rockland. Il organise, entre autre, une semaine d'appréciation de la jeunesse, une semaine de sécurité et un concours d'art oratoire, une obligation qu'il a envers l'association, ainsi que les festivités du Carnaval et de la Saint-Jean, cette dernière, en collaboration avec quelques autres regroupements.

Le Club Optimiste est reconnu dans la ville comme étant le regroupement le plus actif de la communauté. Malgré l'origine anglophone de l'association, le Club à Rockland est entièrement francophone. Ses membres sont pour la plupart des hommes établis qui à travers la très grande visibilité de l'association retire un certain prestige. Leurs nombreuses réalisations tout en contribuant au bien-être et à l'amusement de la jeunesse incitent l'intégration de celle-ci dans les structures communautaires déjà existantes.

Rockland a également un Club Richelieu qui a été mis sur pied il y a près d'une vingtaine d'année maintenant. Il se présente comme un organisme de charité qui vise à venir en aide aux enfants défavorisés. Bien que les membres se rencontrent régulièrement, ce regroupement d'hommes est très peu actif dans la communauté.

De fait, il s'agit d'un Club de professionnels établis, de notables de Rockland, qui ont intérêt à s'associer pour le très grand prestige qu'ils en retirent (beaucoup plus qu'ils n'en retireraient chez les Optimistes) et pour les contacts qu'ils peuvent établir. Cet organisme francophone, calqué sur le modèle des "Rotary Club" a ses sources en Ontario. L'aide qu'il apporte

à la communauté lui est nécessaire pour conserver la crédibilité de son prestige. En ce sens les actions posées ne se veulent aucunement une façon d'enrayer certains problèmes sociaux mais bien un soulagement temporaire dont quelques uns seront bénéficiaires. Ce type d'intervention reflète ainsi la volonté de préserver le statu quo duquel on y retire son pouvoir.

De fait, les Optimistes et les Richelieux véhiculent à des degrés divers une vision conservatrice de la communauté. Toutefois, le prestige et la vitalité qui les démarquent leur donne une connotation bien différente.

Enfin, bien que le sport soit très populaire à Rockland, pour les raisons explicitées préalablement (troisième chapitre) je n'apporterai que quelques précisions. Durant l'hiver, on retrouve environ 600 personnes dans les associations sportives et 400 personnes durant l'été, à l'exception du Club de Golf Outaouais dont 125 de ses membres résident à Rockland. La ville dispose d'un Aréna qui est également utilisé par la population environnante.

Toutefois, la pratique du sport à Rockland devient de plus en plus dispendieuse; l'investissement qu'elle nécessite chez les participant-e-s en limite énormément l'accessibilité. Aussi, le sport fait-il essentiellement figure de compétition bien plus que de loisir.

* * * * *

Au niveau éducationnel, on retrouve dans Prescott-Russell six écoles mixtes ou officiellement françaises et six écoles primaires publiques qui sont gérées par le Conseil d'Education de Prescott-Russell (CEPR) localisé

à Hawkesbury. Celui-ci est composé de dix-huit membres; douze des conseillers/conseillères, qui sont tous/toutes des francophones par ailleurs, sont responsables du secteur secondaire. Rockland a un représentant élu à ce conseil. Joint au CEPR, le Comité Consultatif de la langue française (CCLF) est composé de neuf membres, dont trois conseillers/conseillères scolaires. Rockland a là aussi un représentant qui siège au CCLF. Le Conseil des Ecoles Catholiques de Prescott-Russell (CECPR), situé à L'Orignal, est composé à son tour de douze conseillers/conseillères qui sont tous/toutes francophones également.

De fait parce que les conseillers/conseillères sont réparti-e-s par territoire, celui-ci variant selon la densité de la population, le ou la conseiller/conseillère de Rockland dessert une plus petite région, considérant la plus forte concentration de population comparativement aux autres agglomérations de Prescott-Russell. Toutefois, les décisions prises à l'échelle des Conseils scolaires, tous deux localisés plus à l'est des Comtés-Unis, ne semblent pas être plus influencées par la ville et ses environs que par les autres cantons en général.

L'Ecole secondaire l'Escale qui dessert la population de Rockland et ses environs est officiellement française depuis 1973 suite aux démarches entreprises par la Fédération des Femmes Canadiennes Françaises de Rockland (FFCF) avec l'appui de la communauté. Les conditions pour un tel changement se sont avérées des plus favorables: l'école était déjà francophone en ce qui a trait à ses ressources, le conseiller scolaire appuyait cette proposition et enfin, le Conseil d'Education était disposé à effectuer les réaménagements nécessaires.

L'école secondaire est très bien pourvu en fait d'équipement sportif, technique et informatisé. Les activités sont nombreuses, notamment au niveau des sports qui sont prédominants sur le reste. La population adulte de la ville utilise énormément les ressources de cette école, non seulement pour des activités récréatives mais également pour parfaire leur formation à travers le programme de cours par alternative qui y est offert. C'est ce qui a remplacé le programme de formation communautaire offert par le Collège Algonquin (l'école communautaire). Notons que le Conseil d'Éducation de Prescott-Russell subventionne également des cours qui peuvent être crédités. Il a toutefois réduit ses effectifs de beaucoup. Bref, l'Ecole secondaire l'Escale est une ressource de la communauté, qui profite à la fois à sa population adulte et étudiante.

La ville dispose également d'un service de garderie, la Garderie Carouselle de Rockland, qui existe depuis une dizaine d'années, suite à la requête d'un groupe de parents auprès du Conseil Municipal. Celui-ci s'occupe de gérer son budget bien que les fonds proviennent essentiellement de subventions fédérale et provinciale. Se devant d'appuyer ce service parce qu'il s'avère nécessaire à Rockland, il apporte aussi une contribution financière (dons en services).

La garderie s'adresse aux enfants âgés entre deux ans et demi et cinq ans. La programmation est effectuée sur une base annuelle, à partir de thèmes variés, par les éducatrices qui y travaillent. Aussi, cette garderie est-elle francophone uniquement.

Il s'agit donc, tout comme pour l'école secondaire, d'une ressource francophone de la communauté, qui répond à un besoin immédiat. Le très haut pourcentage de travailleurs/travailleuses résidant à Rockland explique dans une large mesure la nécessité d'un tel service dans la ville et l'obligation pour le Conseil Municipal de l'administrer.

* * * *

Parmi les associations culturelles et artistiques que l'on retrouve à Rockland, le journal Bonjour Chez-Nous, le Centre culturel La Sainte-Famille et le Théâtre d'la Vieille 17 sont des plus connus et reconnus non seulement dans le milieu mais également à l'échelle de l'Ontario-français.

Le Bonjour Chez-Nous, une initiative du Centre culturel, faisait ses débuts en mars 1976. Les premières années il entretenait un lien privilégié avec le Centre tant en terme de perception que de support. Aujourd'hui, le journal collabore avec celui-ci mais il a acquis son autonomie.

Il paraît depuis 1980 sur une base hebdomadaire; il dessert la ville de Rockland et les cantons de Clarence et de Cumberland, une région d'ailleurs peu couverte par les autres journaux locaux tel que le Carillon, ou encore par le Droit. De ses 2,500 copies en circulation, on estime à près de 2,000 le nombre d'abonnements.

Le journal vise d'abord une diffusion assidue de l'information concernant toutes questions et événements qui impliquent ou intéressent les lecteurs/lectrices, tout en y ajoutant un second volet, celui de préserver sa vocation

de journal communautaire. Cet intérêt se traduit à travers les efforts qu'il déploie pour desservir les résident-e-s de la région et ses associations. En plus de sa vocation communautaire, le Bonjour Chez-Nous est, bien sûr, un journal francophone. Du fait qu'il s'adresse à une population ontarioise, il tient à demeurer unilingue français. A titre d'exemple, il refusa récemment d'accéder à une demande du Conseil Municipal voulant qu'il devienne bilingue. Il a reçu à ce propos un très grand nombre de lettres d'appui de la part de la communauté. La présence du journal y est d'ailleurs fort appréciée.

Comme pour la plupart des journaux communautaires, le Bonjour Chez-Nous par son travail d'information à l'échelle des collectivités contribue à la définition d'une identité locale dynamisée par les transformations du quotidien. On s'identifie à Rockland et on se reconnaît dans son journal. Afin de conserver l'appui qu'il reçoit de la collectivité - appui dont il a besoin pour justifier sa présence, il lui est nécessaire de maintenir son caractère francophone et communautaire. Aussi, à travers le sentiment d'appartenance qui en découle, le rôle du Bonjour Chez-Nous dans le développement d'une idéologie ontarioise de l'Est est-il non négligeable.

Le Centre culturel La Ste-Famille célébrait en 1983 son dixième anniversaire. Il se présente à la fois comme un service communautaire francophone et comme un centre de formation fournissant l'expérience requise pour un lancement ultérieur. A travers ses projets d'emploi, ses spectacles, ses ateliers d'artisanat, ses expositions artistiques et culturelles, ses projets d'édition, son service d'imprimerie communautaire et ses projets spéciaux soulignant ses multiples réalisations depuis sa fondation, le Centre vise essentiellement à promouvoir l'épanouissement des arts et de la culture ontarioise.

de la région. Par son travail de sensibilisation, d'animation et de coordination il vise à encourager la création d'initiatives locales au niveau culturel et artistique, bien sûr, et plus largement, la réappropriation des ressources communautaires pour une plus grande autonomie régionale.

Aussi, en plus de son implication directe dans la ville de Rockland à travers ses divers projets, il envisage de développer sur place un centre d'information et de coordination des activités communautaires, de mettre sur pied un café chantant pour encourager les artistes locaux et enfin d'offrir un service d'hébergement de style "couché et déjeuné" avec la participation des membres de la communauté.

Le Centre culturel La Sainte-Famille, source de dynamisme communautaire et d'enrichissement culturel (troisième chapitre) est une ressource locale ouverte sur l'Est ontarien et sur la région de la Capitale Nationale. Par une influence appuyée sur ses réalisations, il joue un rôle essentiel dans le développement d'une identité collective à Rockland et contribue à revitaliser le sentiment d'appartenance présent à l'échelle régionale. En ce sens, il travaille à promouvoir lui aussi, l'idéologie ontarioise de l'Est.

Dans sa perspective globale du développement communautaire, le Centre favorise la mise sur pied d'alternatives nouvelles pour une plus grande autonomie. Par conséquent, il entretient des rapports conflictuels avec diverses associations plus conservatrices qui optent pour une vision sectorielle du développement dont notamment le Conseil municipal. Rappelons que celui-ci aspire à exploiter le potentiel économique de la ville en augmentant ses liens de dépendance avec Ottawa et ses environs.

Le Centre qui ne bénéficie que très peu des ressources communautaires à l'intérieur des cadres établis a intérêt à encourager un changement qui soutient la réappropriation et le réaménagement de ses ressources par les membres de la collectivité. Au service de la communauté de Rockland, et de l'Est ontarien de façon générale, sa survie dépend de l'appui qu'il en retire. Enfin, sa présence dans la ville, en plus de la vitalité qu'elle apporte, en active beaucoup la dynamique interne.

Le Théâtre d'la Vieille 17 suit, dans un secteur plus spécialisé, le même type de vocation que le Centre culturel La Sainte-Famille. Celui-ci est d'ailleurs à l'origine de cette initiative qui regroupait au départ des comédien-ne-s de Rockland. Les débuts de la troupe remontent au mois de septembre 1979.

Elle vise à promouvoir le développement du théâtre dans l'Est ontarien en privilégiant deux volets: d'une part, l'animation qui comprend, entre autre, la mise sur pied de troupes communautaires, le théâtre étudiant et le théâtre de commande, et d'autre part, la production d'oeuvres originales, des créations collectives dans la plupart des cas. Ces pièces racontent le vécu des gens de la région.

Et bien que le Théâtre d'la Vieille 17 ait une portée régionale, Rockland bénéficie d'un rapport privilégié en ce sens que la troupe y est située et qu'elle a été créée par des membres de la communauté. Toutefois, celle-ci ne reçoit aucun appui financier de la ville, par l'entremise du Conseil municipal. Celui-ci préfère venir en aide à des organismes beaucoup moins

actifs dans bien des cas mais qui jouissent d'une plus grande reconnaissance liée à une question de prestige ou d'ancienneté. La troupe est alors subventionnée essentiellement par le Conseil des Arts de l'Ontario, le Conseil des Arts du Canada et le Secrétariat d'Etat. Notons, enfin qu'elle est membre de Théâtre-Action.

De fait, le Théâtre d'la Vieille 17 est, comme le Centre culturel, une ressource locale à portée régionale. Une source de fierté pour la communauté de Rockland, elle contribue activement à valoriser le sentiment d'appartenance qui unit les différentes collectivités de l'Est ontarien. La très forte identification aux diverses productions théâtrales qui symbolisent le NOUS collectif ainsi que l'implication massive de la troupe par le biais de l'animation communautaire ont un impact énorme sur l'auto-définition de l'idéologie ontarioise de l'Est. Cet impact est lié en grande partie à la visibilité d'une telle approche.

De plus, à travers le contact qu'a la troupe avec son public, particulièrement lors des discussions qui suivent les représentations, elle donne lieu à l'amorce d'une réflexion non seulement sur les divers problèmes et questions qui préoccupent les gens du milieu mais également sur le potentiel de changement contenu dans une vision plus novatrice du développement communautaire.

Bref, le Bonjour Chez-Nous, le Centre culturel La Ste-Famille et le Théâtre d'la Vieille 17 sont tous trois des ressources communautaires à portée plus régionale. La diversité de leurs activités dans le domaine

culturel contribue certes à définir et à valoriser une identité locale et régionale mais qui plus est, sous-tend une vision novatrice du développement axée sur la réalisation d'une plus grande autonomie.

Il s'avère donc qu'au niveau socio-culturel plusieurs des ressources et services dont disposent Rockland, qu'ils soient localisés dans la communauté ou encore à l'intérieur des Comtés-Unis, situent leurs interventions, plus largement, à l'échelle de Prescott-Russell. Bien que les tensions soient plus aisément repérables dans le cas des regroupements qui agissent directement dans la communauté, il n'en demeure pas moins que les diverses associations en présence se partagent entre une vision conservatrice et une vision novatrice du développement.

- Associations féminines

Parmi les associations féminines que l'on retrouve dans la communauté, deux d'entre elles ont retenu mon attention. Je pense plus particulièrement à la Fédération des Femmes Canadiennes-Françaises (FFCF) et à l'Union Culturelle des Franco-Ontariennes (UCFO).

La Fédération a été fondée à Ottawa en 1912 afin de combattre le Règlement 17. Elle existe à Rockland depuis 1961. Travaillant d'abord à sauvegarder et promouvoir la francophonie, elle a au cours des années ajouté un deuxième volet à ses objectifs: celui d'apporter une réflexion sur la condition féminine. C'est ainsi qu'en plus de s'impliquer dans l'organisation des festivités de la Saint-Jean, elle invite périodiquement un ou une conférencier/conférencière pour discuter de sujets tels que l'autonomie de la femme, ses

droits, la santé. Ces conférences sont ouvertes au public. L'association regroupe surtout des femmes de 45 ans à 65 ans; il lui est difficile de recruter des femmes plus jeunes puisque aux dires de ses membres, celles-ci sont plutôt attirées par Ottawa.

A travers la valorisation de la langue et de la culture française en Ontario, qui se traduit par son implication dans l'éducation et les activités culturelles de la ville, la Fédération des Femmes Canadiennes-Françaises contribue elle aussi au maintien d'une identité ontarioise. En matière d'éducation, outre son origine symbolique notons, à titre d'exemple, ses revendications pour l'obtention d'une école officiellement française à Rockland. En ce qui a trait à son deuxième volet, bien que ses gestes soient modérés, ils expriment une volonté de conscientisation et une remise en question du rôle traditionnel de la femme. On vise un changement d'attitude tant chez les femmes que chez les hommes.

L'Union culturelle des Franco-Ontariennes a une toute autre allure. L'association regroupe essentiellement des femmes du troisième âge qui se rencontrent régulièrement pour discuter et faire des travaux d'artisanat. Bien que sa fondation remonte à 1971, elle existait déjà depuis une trentaine d'années sous un autre nom. Aujourd'hui, elle est très peu active.

Il s'agit là d'un organisme qui a conservé une vision traditionnelle du rôle de la femme. Cette vision n'est pas liée nécessairement à l'objet de ces rencontres mais bien aux rencontres en soi et les conséquences en fait de renforcement qu'entraînent ce type d'échange.

La remise en question ou non du rôle traditionnel de la femme demeure la principale distinction entre ces deux regroupements féminins. De même, leur perception quant à une implication communautaire est-elle très différente. Alors que le travail de conscientisation de la FFCF sous-tend nécessairement un contact assidu avec les membres de la collectivité, les activités de l'UCFO sont réservées aux femmes qui font partie de l'association, uniquement.

DISCOURS VEHICULES

Les associations de Rockland, comme c'était le cas à Hearst manifestent aussi une dichotomie entre une vision conservatrice et une vision novatrice du développement communautaire. Concernant les associations qui visent la préservation et l'extension d'acquis sectoriels, je pense plus particulièrement en ce qui a trait au pouvoir économique, à l'Association touristique de Prescott-Russell, à la Caisse Populaire Cyrville-Rockland et à l'Association Commerces Rockland. Cette dernière bénéficie d'un appui fort considérable de la part du Conseil Municipal qui intervient essentiellement dans le même sens qu'elle. On retrouve également des clubs sociaux tels que les Optimistes et les Riche-lieux qui à travers leur implication dans la collectivité en retire, à des degrés divers, prestige et crédibilité.

D'autre part, on peut signaler des groupes qui présentent une vision plus novatrice. Le centre culturel La Ste-Famille et les regroupements qu'il a fait naître dont notamment le Bonjour Chez-Nous et le Théâtre d'la Vieille 17, ainsi que la Fédération des Femmes Canadiennes-Françaises mobilisent les intérêts de certains groupes d'intellectuels, de jeunes, de femmes..., les

groupes "minoritaires" de la communauté. Ces associations optent pour une vision affirmative du développement; on encourage la mise sur pied d'initiatives locales et plus globalement, la réappropriation et le réaménagement des ressources communautaires afin d'accéder à une plus grande autonomie régionale.

Il est important de noter que plusieurs organismes ont une portée régionale; ils contribuent beaucoup plus à maintenir et à valoriser un sentiment d'appartenance commun aux Ontariens-es de l'Est qu'à définir une identité locale. Je pense entre autres à l'ACFO, à l'ATPR, au CDPR et aux associations culturelles sans oublier les différents regroupements en matière éducative qui sont, pour la plupart, localisés à l'extérieur de Rockland et qui font figure de services, principalement. La ville peut difficilement prétendre se placer au centre des intérêts et des activités en cours. Aussi, la polarisation qui existe entre une vision conservatrice et une vision novatrice est en quelque sorte démobilisée par la faiblesse des réseaux de communication. Ceux-ci sont plutôt sectoriels.

A Rockland, il semble que la tendance conservatrice quant au développement communautaire demeure prédominante, mais sa vocation de villagedortoir et la crainte d'une assimilation prochaine suscitent de nombreux débats. Ceux-ci sont plutôt transposés sur la scène régionale où les diverses associations dotées d'une vision affirmative interviennent activement et dont Rockland pourra bénéficier.

CINQUIEME CHAPITRE

Bilan comparatif

La francophonie en Ontario c'est une réalité qui vit, qui s'épanouit au fil du quotidien et qui s'exprime de mille et une façons suivant les particularités de ses régions. Elle n'attend plus et ne s'attend plus à être comprise et acceptée pour occuper son espace; elle l'occupe.

Qu'il s'agisse du Nord, de l'Est ontarien ou encore du Sud, la volonté d'auto-détermination des collectivités ontariennes demeure centrale à toute la problématique qui en sous-tend le développement. Le potentiel et la matérialisation de cette auto-détermination variera bien sûr, d'un endroit à l'autre.

LES INTERETS SOCIAUX

Dans l'analyse des associations contactées, les intérêts qu'elles expriment ont été classifiés surtout selon les pôles conservateurs/novateurs.

La dynamique qu'on a voulu faire ressortir s'est appliquée à découvrir les forces novatrices. Cependant tout progrès réel doit composer avec les intérêts acquis ou conservateurs et je me suis aussi concentrée sur l'interaction entre ces deux forces.

Dans les deux communautés, on a trouvé des forces novatrices et des forces conservatrices à peu près dans les mêmes secteurs. Elles prennent leur

source, dans les deux cas, dans le secteur culturel. Elles n'ont pas cependant la même influence dans les deux collectivités ni la même vitalité.

C'est ainsi qu'à Hearst les groupes qui revendiquent et encouragent un développement collectif lié à ces intérêts novateurs sont mobilisés à travers un très grand nombre d'associations telles que le Collège Universitaire de Hearst, La Source, le journal Le Nord, le Conseil des Arts du Hearst, Franco-Femme et Parmi-elles. Ces groupes ont des points d'appui dans tous les secteurs d'activités de la communauté. D'ailleurs, cette vision globale du développement implique en soi la participation de la collectivité dans son ensemble.

A Rockland, les points d'appui sont sectoriels et se limitent essentiellement aux associations culturelles, le Bonjour Chez-Nous, le centre culturel La Ste-Famille et le Théâtre d'la Vieille 17 qui ont une portée plus régionale. On retrouve aussi ce dynamisme, parmi d'autres objectifs, à l'ACFO de Prescott-Russell et à la Fédération des Femmes canadiennes-françaises.

L'adhésion ou non à une vision novatrice du développement communautaire est liée à la fois aux appuis recueillis dans la collectivité et à l'espace sur lequel se déroule l'action à savoir: peut-il permettre ou non la confrontation d'intérêts sociaux. Du fait qu'à Hearst l'action est située à l'intérieur de la communauté, les intérêts se canalisent bien et rapidement et se confrontent directement. Tel n'est pas le cas à Rockland où l'action est plutôt tournée vers l'extérieur. Un espace qui permette de provoquer une confrontation est en soi fort constructif parce que celle-ci active, d'une part, la dynamique

interné qu'on y retrouve et permet, d'autre part, d'évaluer dans un laps de temps relativement court le potentiel de réalisation ou encore les conséquences qu'entraînent la mise sur pied d'initiatives locales suscitant une certaine polémique.

L'AUTONOMIE

La différence qui existe entre les deux communautés quant au lieu d'échange où se déroule l'action et les confrontations qui s'ensuivent est liée au fait qu'à Hearst on retrouve une autonomie locale alors que Rockland est inséré dans un milieu plus vaste. Cette démarcation s'explique par un très grand nombre de facteurs issus des conditions d'existence et de l'organisation sociale de ces collectivités.

On remarque d'abord qu'à Hearst, l'identification à la communauté précède l'identification à la région du Nord.

La présence d'une autonomie locale est liée en très grande partie au sentiment d'isolement partagé entre les membres de la collectivité. On se sent loin des grands centres d'activité de l'Ontario et donc éloignés des services que ceux-ci procurent mais également à l'abri, dans une certaine mesure, des rapports de dépendance qu'ils entraînent. On se sent aussi éloigné des autres agglomérations du Nord, et surtout bien différent. Notons, à titre d'exemple, que Kapuskasing, la ville la plus près, est à quelques 100 kilomètres de Hearst; que ses activités économiques sont dirigées par la présence d'une société multinationale et que sa concentration de francophones y est beaucoup plus faible.

A cause de cet isolement, on se voit dans l'obligation d'offrir, sur place, une gamme très vaste de services répondant aux besoins de la collectivité dans son ensemble. La concentration de ces services dans la ville ce qui en facilite l'accès accroît bien sûr le degré d'autonomie de celle-ci. Parce qu'ils sont contrôlés par les membres de la collectivité, ils correspondent non seulement aux attentes immédiats de ceux-ci mais sont sujets à se transformer, périodiquement, au rythme des besoins et des aspirations de la population ontariotisée qu'ils desservent. Outre l'aspect d'une prolifération de services adaptés aux besoins de cette population, le sentiment d'isolement conduira certes à l'accentualisation des frontières communautaires et au maintien d'une solidarité villageoise très forte. Cette solidarité est renforcée par le fait que les emplois sont à peu près tous concentrés à Hearst et qu'ils sont contrôlés par des gens du milieu. En plus de la dynamique qu'ils suscitent entre les membres de la collectivité en milieu de travail, cette dynamique s'étend sur toutes les sphères de la vie sociale tant au niveau de la participation aux activités communautaires que de l'utilisation des services et des ressources disponibles. Et tous les secteurs d'activités sont fort bien représentés. C'est ainsi, qu'en ce qui a trait aux regroupements les plus significatifs, on en retrouve trois au niveau socio-politique, deux au niveau socio-économique, quinze au niveau socio-culturel (social: quatre; culturel: quatre; éducationnel: sept), mis à part les organismes sportifs, et enfin quatre associations féminines. A l'exception du syndicat, tous ces regroupements sont localisés dans la ville incluant les conseils scolaires, malgré les réformes qui ont eu lieu dans ce domaine à l'échelle de l'Ontario. Aussi, la convergence des réseaux entre les différents secteurs d'activités est on ne peut plus marquée.

La très grande concentration de ressources au niveau de l'éducation s'explique en grande partie par la présence du Collège Universitaire de Hearst. Plusieurs initiatives locales impliquant une réappropriation et un réaménagement des ressources sont d'ailleurs liées à l'existence du Collège. Bref, la ville de Hearst, à travers l'intériorisation de l'isolement qui la caractérise et auquel elle est confrontée quotidiennement a su s'approprier le contrôle et la gestion de ses services et de ses ressources; elle a su acquérir une autonomie locale.

A Rockland, on peut parler d'une volonté d'auto-détermination mais on ne peut nullement prétendre être en présence d'une communauté relativement autonome. Les bases sur lesquelles reposent son organisation sociale s'y prêtent moins qu'à Hearst.

La ville plutôt que de bénéficier d'une autonomie même partielle se trouve à être insérée dans un milieu plus vaste. J'ajouterai pour être plus précise qu'elle chevauche deux milieux: Ottawa et ses environs, d'une part, et l'Est ontarien, d'autre part.

Rockland à cause de ses liens étroits avec la ville d'Ottawa se situe dans un rapport de dépendance vis-à-vis la Capitale Nationale. L'influence de celle-ci se fait sentir directement ou non dans toutes les sphères d'activités retrouvées dans la communauté. Sa présence est aisément décelable particulièrement dans les secteurs socio-économique et socio-culturel. C'est ainsi que Rockland se tourne vers Ottawa tant du côté des emplois et de la consommation, que pour l'utilisation de services ayant trait

à la santé, à l'enseignement post-secondaire, aux activités culturelles et artistiques, aux loisirs... Aussi des trois recommandations développées dans le plan directeur de la ville deux d'entre elles suggèrent de profiter davantage des retombées économiques que peut apporter la région d'Ottawa c'est-à-dire, d'exploiter au maximum les prédispositions de la collectivité à la vocation de ville-dortoir et à encourager l'implantation de quelques usines additionnelles de haute technologie. La dernière recommandation qui s'adresse plus précisément aux commerçant-e-s incite à la mise sur pied d'un mini-marché régional desservant la région de Prescott-Russell, un geste porté vers une plus grande infiltration dans l'Est ontarien. De part et d'autre, Rockland n'apparaît aucunement comme une entité à considérer comme telle. De fait l'impact qu'a Ottawa sur le maintien et le développement de la collectivité est à ce point envahissant qu'il ne reste que très peu d'espace pour la mise sur pied d'alternatives différentes et indépendantes. Leur chance de réussite sont aussi très minces.

On ne peut pas dire pour autant que de telles alternatives n'existent pas: elles existent. Issues dans une large mesure des efforts du centre culturel La Ste-Famille, elles ont une portée régionale; la ville de Rockland est ici insérée dans un deuxième milieu: l'Est ontarien.

A cause du phénomène d'extension de l'activité régionale, la majorité des ressources dont dispose la ville proviennent aussi de l'extérieur ou encore ont une portée régionale. Les regroupements significatifs se répartissent comme suit: deux au niveau socio-politique, quatre au niveau socio-économique, dix au niveau socio-culturel (social: deux; culturel: trois; éducationnel: cinq, ces derniers faisant figure de services essentiellement),

mis à part les organismes sportifs, et enfin deux associations féminines. La prédominance des ressources au niveau économique est liée en très grande partie au fait que l'on tente de profiter le plus possible des retombées économiques de la Capitale nationale mais surtout au statut de ville-dortoir qui caractérise Rockland. En ce sens, les commerçant-e-s constituent essentiellement le seul groupe qui dépende directement de la prospérité économique de la ville pour assurer sa réussite. Ses interventions ont ainsi une portée locale. Bref, à Rockland on constate un certain éclatement de la communauté. Tantôt centrée sur la région d'Ottawa, tantôt centrée sur l'Est ontarien; son identité demeure très diffuse.

LES INITIATIVES LOCALES

Cette analyse a fait ressortir plusieurs initiatives locales porteuses d'un changement social, et qui se manifestent par la présence de divers groupements, catalyseurs des forces novatrices des communautés étudiées. Je pense entre autres aux multiples interventions du Collège Universitaire de Hearst et du centre culturel La Ste-Famille, bien sûr, mais également à la création de la Coopérative Jeunesse de Travail et de La Source, du Conseil des Arts de Hearst et du journal Le Nord, de Franco-Femme et de l'Association Parmi-elles et enfin, du Bonjour Chez-Nous et du Théâtre d'la Vieille 17. Ces initiatives, parce qu'elles impliquent le contrôle et la gestion des ressources communautaires par et pour les membres de la collectivité constituant, par le fait même, des exemples concrets de manifestations "autogestionnaires". L'Ontario français n'est pas en situation d'attente face à la réalisation d'un projet autogestionnaire: l'"autogestion" existe déjà sous des formes différentes dans les multiples communautés ontarioises.

BIBLIOGRAPHIE

- ACFO
1976 Bottin des organismes franco-ontariens, Ottawa: Association Canadienne-Française de l'Ontario.
- BARTH, F.
1969 "Introduction", in F. Barth (ed.), Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organisation of Culture Difference, Bergen Oslo: Universitets Forlaget: 9-38.
- BERNARD, R.
1978 Le comportement linguistique des Canadiens-français de trois villes du Nord-Est de l'Ontario. Ottawa: thèse de maîtrise.
- BERNIER, B. et M. Elbaz
1978 "Présentation", Anthropologie et sociétés, 2, 1: 1-14.
- BERNIER, B., M. Elbaz et G. Lavigne
1978 "Ethnicité et lutte de classes", Anthropologie et sociétés, 2, 1: 15-60.
- BOLT, M.
1981 "Social Correlates of Nationalism A Study of Native Indian Leaders in a Canadian Internal Colony", Comparative Political Studies, 14, 2: 205-231.
- BONACICH, E.
1972 "A Theory of Ethnic Antagonism: Split Labor Market Theory", American Sociological Review, 37: 547-559.
1979 "The Past, Present and Future of Split Labor Market Theory", Research in Race and Ethnic Relations, 5: 17-64.
1980 "Middleman Minorities and Advanced Capitalism", Ethnic Groups, 2: 211-219.
- BRETON, R.
1964 "Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants", American Journal of Sociology, 70, 2: 193-205.
1974 "Types of Ethnic Diversity in Canadian Society", Communication présentée au VIIIe Congrès mondial de sociologie, Toronto.
1975 "Variation in Corporate Action Among Ethnic Collectivities", manuscrit.
- BRETON, R., J. Reitz et V. Valentine
1980 "General Introduction" in Cultural Boundaries and the Cohesion of Canada. Montréal: The Institute for Research on Public Policy: 1-14.

CENTRE CULTUREL LA STE-FAMILLE
1983 a Rapport d'activités

1983 b Un cahier

CLARK, T.N.
1968 "The Concept of Power" in T. Clark (ed.), Community Structure and Decision Making: Comparative Analysis. San Francisco: Chandler: 45-81.

CORRIVEAU, C.
1981 Le leadership franco-ontarien de la région d'Ottawa-Carleton: Étude de sa structure et de son idéologie. Ottawa: thèse de maîtrise.

DENNIE, D.
1978 "De la difficulté d'être idéologue franco-ontarien", Revue du Nouvel Ontario, 1: 69-90.

FFHQ
1982 Pour nous inscrire dans l'avenir: Quelques éléments pour une politique de développement global des communautés francophones hors Québec. Ottawa: La fédération des francophones hors Québec.

FOSSAERT, R.
1982 La Société, Tome 3: Les appareils. Paris: Editions du Seuil.

FREEMAN, L.C., T. Farago, W. Bloomberg, Jr., et M. Sunshine
1962 Metropolitan Decision-Making: Further Analysis from the Syracuse Study of Local Community Leaderships, Syracuse, New York: Univ. Coll. of Syracuse.

1963 "Locating Leaders in Local Communities: A Comparison of Some Alternative Approaches", American Sociological Review, 28: 791-798.

GAMSON, W.A.
1968 "Reputation and Ressources in Community Politics", in J. Clark (ed.) Community Structure and Decision-Making: Comparative Analysis. San Francisco: Chandler: 333-347.

1975 The Strategy of Social Protest. Homewood, II: Dorsey.

GAMSON, W.A., Fireman, B. et S. Rytina
1982 Encounters with Unjust Authority. Homewood, II: Dorsey.

GUILLAUMIN, C.
1977 "Race et nature: système des marques, idée de groupe naturel et rapports sociaux", Pluriel, 11: 39-55.

- GUILLERM, A. et Y. Bourdet
1975 Clefs pour l'autogestion. Paris: Seghers.
- GUINDON, R.
1971 Essai d'analyse interne d'un discours idéologique. Ottawa: thèse de maîtrise.
- GORDON, M.
1964 Assimilation in American Life The Role of Race, Religion and National Origins. New York: Oxford University Press.
- HAMEL, P. et J.F. Léonard
1981 Les organisations populaires, l'Etat et la démocratie. Montréal: Editions Nouvelle Optique, Collection Matériaux.
- INSTITUT DE RECHERCHE NORDINORD
1980 Rapport d'étude: recueil de données statistiques, Hearst et région. Texte mimeographié.
- 1983 a Rapport de recherche sur la situation économique des francophones de la région de Cochrane. Texte mimeographié.
- 1983 b Rapport d'activités de Nordinord 1977-1983. Texte mimeographié.
- JACKSON, J.D.
1975 Community and Conflict: A Study of French-English Relations in Ontario. Toronto: Holt, Rinehart and Winston.
- JENKINS, J.C. et C. Perrow
1977 "Insurgency of the Powerless" American Sociological Review, 42: 249-268.
- JENKINS, J.C.
1981 "Sociopolitical Movements" Handbook Political Behavior, IV: 81-153.
- 1983 "Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements", Annual Review of Sociology, 9: 527-553.
- JUTEAU-LEE, D. et J. Lapointe
1978 "Identité culturelle et identité structurelle dans l'Ontario francophone: analyse d'une transition", Actes du IIIe colloque consacré à l'identité culturelle et la francophonie dans les Amériques. Québec: Centre de bilinguisme de l'Université Laval.
- 1979 "The Emergence of Franco-Ontarians: New Identity, New Boundaries", in J. L. Elliott (ed.), Two Nations, Many Cultures, Ethnic Groups in Canada. Scarborough: Prentice-Hall of Canada: 99-113.
- JUTEAU-LEE, D.
1979 "La sociologie des frontières ethniques en devenir" in D. Juteau-Lee (ed.), Frontières ethniques en devenir, Société Canadienne d'Etudes Ethniques, vol. VII. Ottawa: Ed. Université d'Ottawa: 3-18.

- JUTEAU-LEE, D.
1980 "Français d'Amérique, Canadiens, Canadiens-français, Franco-Ontariens, Ontariois: Qui sommes-nous?" Pluriel, 24: 21-42.
- 1982 "The Franco-Ontarian Collectivity: Material and Symbolic Dimensions of its Minority Status" in R. Breton et P. Savard (éd.), The Quebec and Acadian Diaspora in North America. Toronto: The Multicultural History Society of Ontario: 167-182.
- LAFONT, R.
1976 Autonomie: De la région à l'autogestion. Paris: Editions Gallimard, Collection Idées.
- LAPOINTE, J. et Y. Thériault
1982 D'une question linguistique à un problème sociétal... Revue de la littérature sur la francophonie hors Québec. Ottawa: Secrétariat d'Etat.
- LAPORTE, V. et S. Béland
1982 La petite histoire de Rockland. Rockland: Municipalité de Rockland
- MASSON, M.
1983 Étude de la base économique de la ville de Rockland (une étude de fond pour le nouveau plan directeur). Texte mimeographié.
- MAXWELL, T.
1979 "The Invisible French: The French in Metropolitan Toronto", in J.L. Elliott (ed.), Two Nations, Many Cultures, Ethnic Groups in Canada. Scarborough: Prentice-Hall of Canada: 114-122.
- MCCARTHY, J. et M.N. Zald
1973 The Trend of Social Movements. Morristown, N.J.: General Learning: 30.
- 1977 "Resource Mobilization and Social Movements", American Journal of Sociology, 82: 1212-1241.
- McLEOD ARNOPOULOS, S.
1982 Hors du Québec point de salut? Montréal: Editions Libre Expression.
- MOODLEY, K.
1981 "Canadian Ethnicity in Comparative Perspective: Issues in the Literature", in S. Dahlie et T. Fernando (eds.) Ethnicity, Power and Politics in Canada. Toronto: Methuen: 6-21.

- NORACT (INSTITUT DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DU NORD DE L'ONTARIO)
1981-83 Revue de Planification et de développement du Nord.
- OBERSCHALL, A.
1973 Social Conflict and Social Movements. Englewood Cliff, N.J.: Prentice-Hall.
- 1978 a "Theories of Social Conflict", Annual Review of Sociology, 4: 291-315.
- PALMER, H.
1977 "History and Present State of Ethnic Studies in Canada", in W.W. Isajiw (ed.) Identities: the Impact of Ethnicity on Canadian Society. Toronto: P. Martin Associates: 107-183.
- ROSANVALLON, P.
1981 La crise de l'Etat-providence. Paris: Seuil.
- ROUSSEAU, J.
1978 "Classe et ethnicité", Anthropologie et Société, 2, 1: 61-69.
- SAVARD, P., R. Beauchamp et P. Thompson
1977 Cultiver sa différence. Rapport sur les arts dans la vie franco-ontarienne. Toronto: Conseil des Arts de l'Ontario.
- SCHERMERHORN, R.
1970 Comparative Ethnic Relations: A Framework for Theory and Research. New York: Random House.
- SIMON, P.
1975 "Proposition pour un lexique des mots-clés dans le domaine des études relationnelles", Pluriel, 4: 67-76.
- 1976 "Proposition pour un lexique de mots-clés dans le domaine des études relationnelles II", Pluriel, 6: 77-90.
- STATISTIQUE CANADA
1982 Catalogue 93-918.
- TREMBLAY, R.
1974 La participation à Val-Rita-Harty: Etude des facteurs qui influencent la participation des gens à la vie communautaire. Ottawa: thèse de maîtrise.
- TILLY, C.
1978 From Mobilization to Revolution. Reading, M.A.: Addison-Wesley
- 1979 "Social Movements and National Politics". CRSO Working Paper Ann Arbor, MI.: Cent. Res. Soc. Org., University of Michigan.

VALLEE, F.
1975

"Multi-Ethnic Societies: The Issues of Identity and Inequality",
in D. Forcese et S. Richer (eds.) Issues in Canadian Society,
Scarborough: Prentice-Hall: 162-202.

VALLIERES, G. et M. Villeméure
1981

Atlas de l'Ontario français. Montréal: Editions Etudes vivantes.

VAN DEN BERGHE, P.

1967

Race and Racism. New York: John Wiley and Sons Inc.